

SUBJECT FILE
TECHNICAL ASSISTANCE
70-01 MINING AND NATURAL RESOURCES
ANNEX

22/04/1963-31/12/1963

2/2

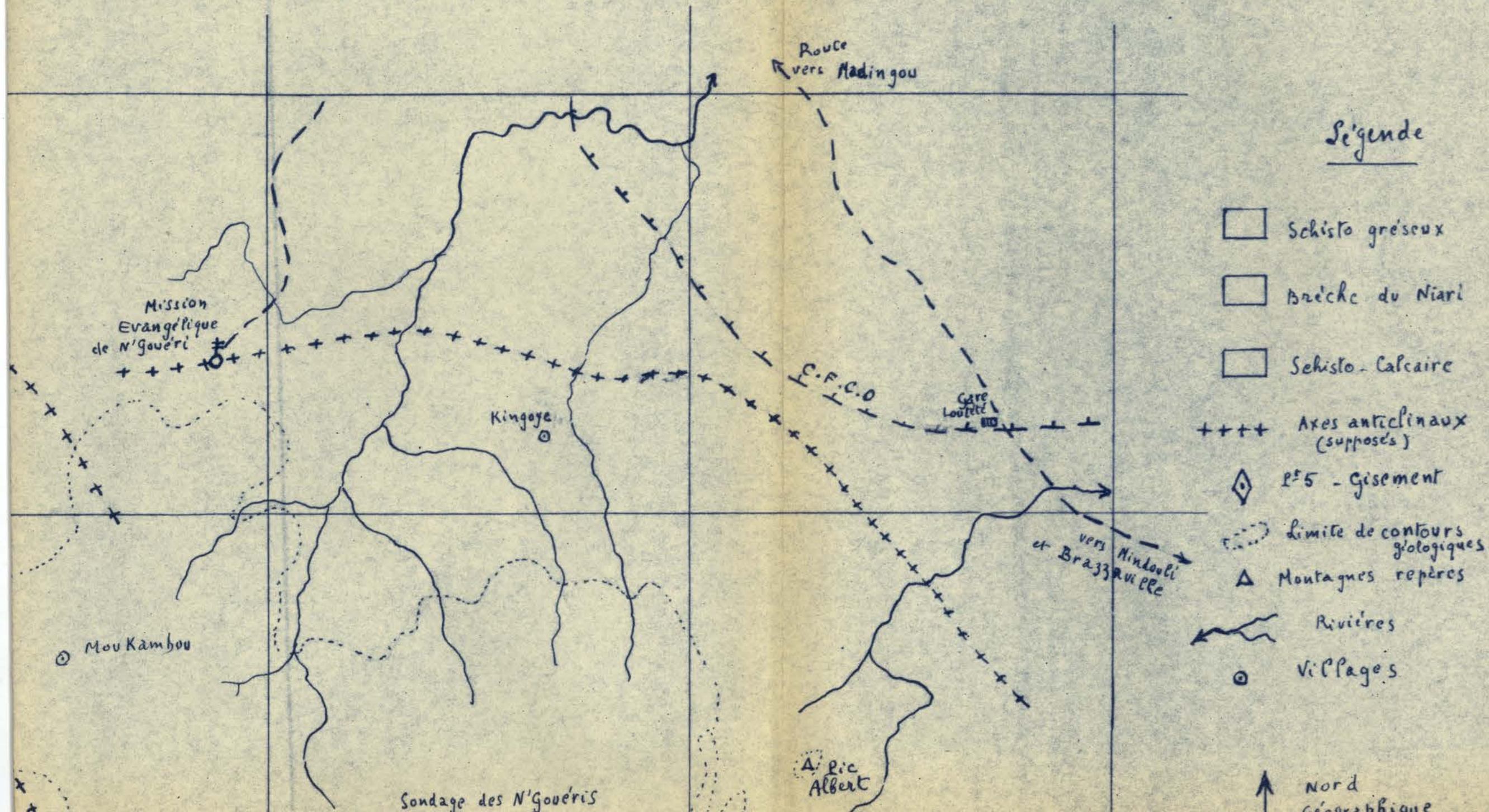
PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNARCHIVES
SERIES 50728
BOX 29
FILE 1
ACC. Dag 13/1.6.1.0.0

Référence L.B. N° 28 du 15/10/63

Echelle = 1/50.000

1 cm = 500 m.

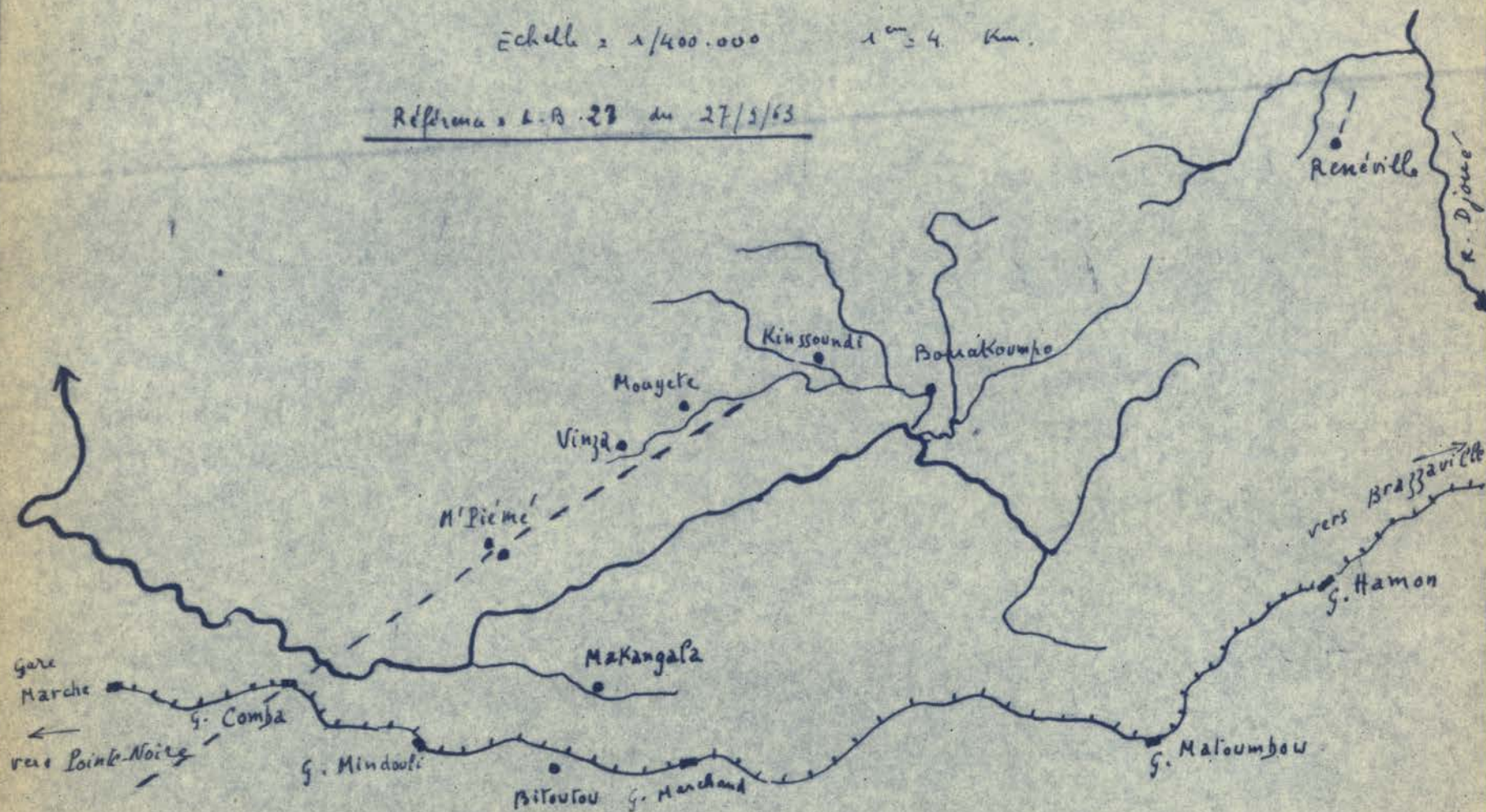


Indices Mineralisés des Bassins de la Loukoumi et du Djoué

Echelle : 1/400.000

1 cm = 4 km.

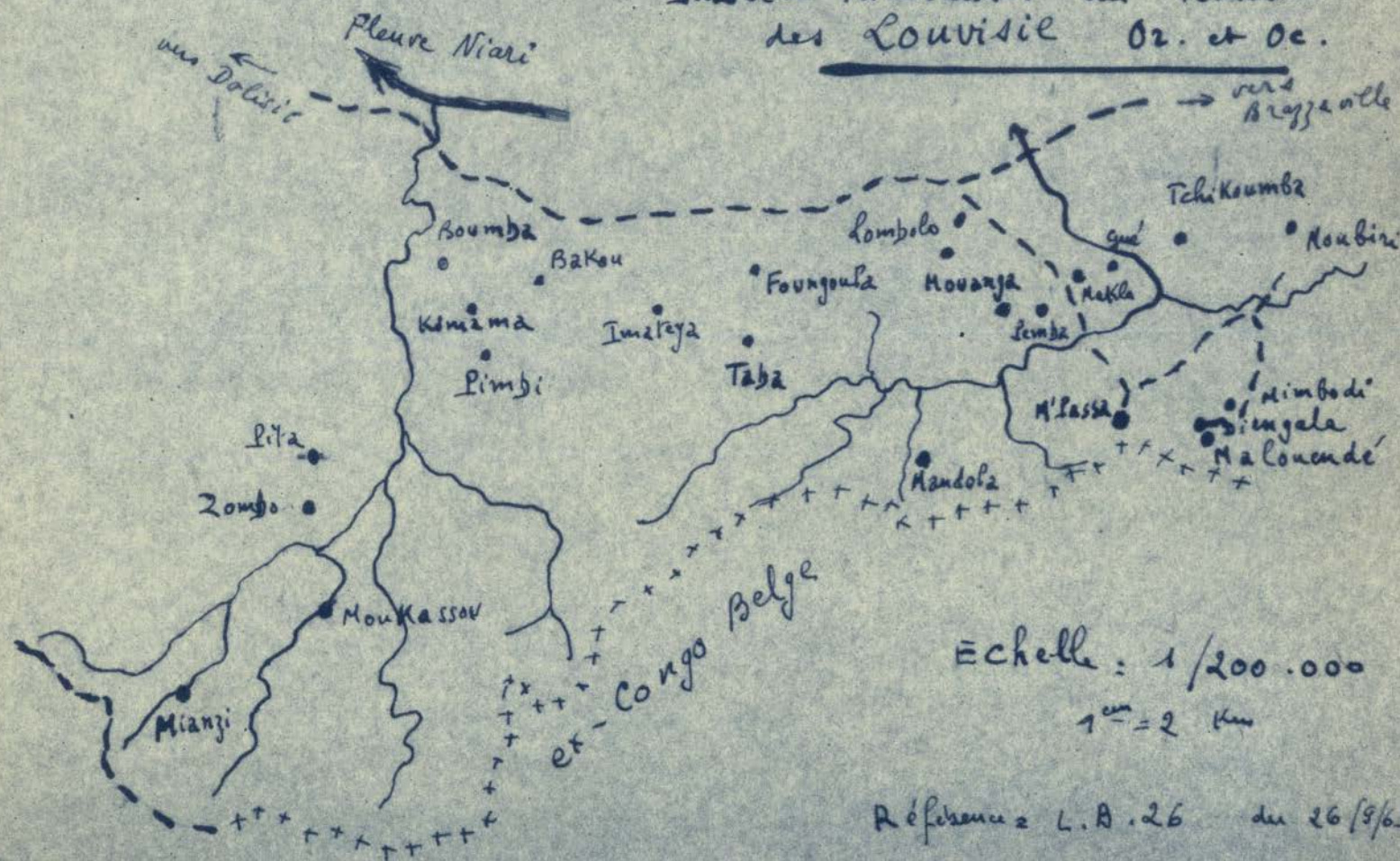
Référence : L.B. 23 du 27/5/63



Plan L.B. 27

(replaced BL. 15 on 31/10/63)

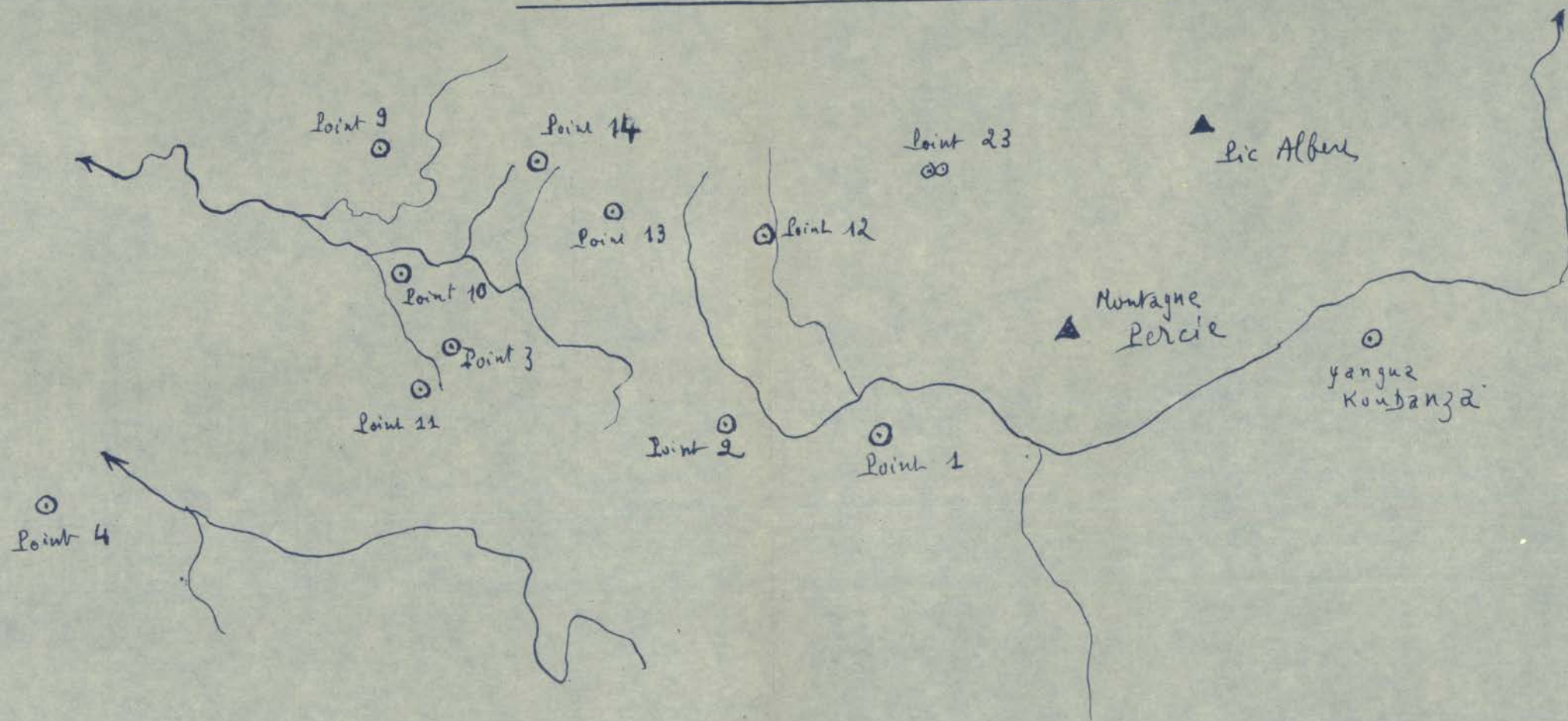
Indices Minéralisés des Bassins des Louvisie Or. et Oc.



Plan L.B. 26

(rapport BL. 15 du 31/10/63)

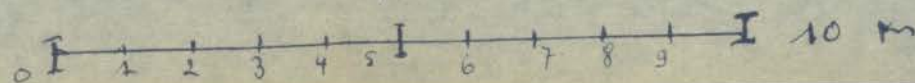
Situation des POINTS MINÉRALISÉS en Cuivre, Plomb, Zinc
de la RÉGION de M'FOUATI (vallée du NIARI)



Carte d'après les anciens documents de la C^{te} Minière du Congo Français

Références: B-25 du 25/9/63

Echelle - environ 1/30.000



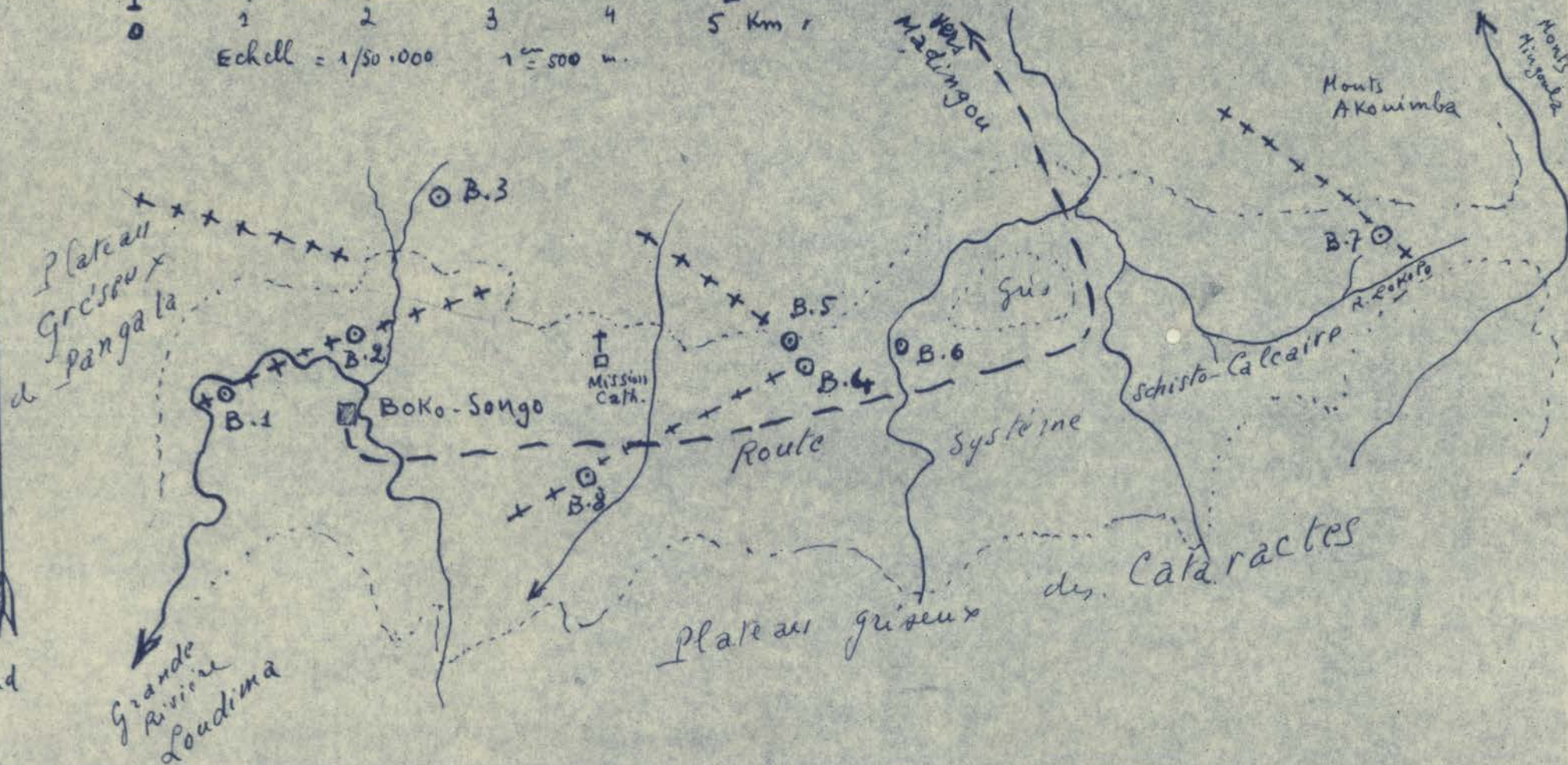
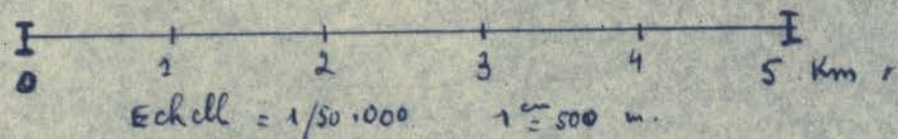
Plan L.B. 25

(Reçu BL. 15 du 31/10/63)

Nord

Gisements de Cuivre-Plomb-Zinc du Groupe de Boko-Songo

Référence = L.B. 24 du 24/9/63



Plan L.B. 24

(Rapport B.C. 15 du 31/10/63)



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Le 31 décembre 1963

A : Monsieur H.S. Ahmed, Chef des Opérations civiles
De : Roger Richard, Conseiller principal p.i., Section
Mines et Ressources naturelles

Sous couvert de : Monsieur Gilpin, Chef adjoint des
Opérations civiles.

Objet : Fruits à retirer de l'étude de M. Baud sur la mine
d'Uranium de Mounana (Gabon) pour le plus grand
bénéfice économique et développement minier de la
République du Congo - Léopoldville.

A un profane, non averti, il peut paraître curieux
que j'ai, en son temps, prescrit à M. Baud de procéder à une
visite rapide à Mounana au Gabon, alors que M. Baud a pour
mission générale et directives de travail : la métallogénie
et la carte géologique du Bas-Congo.

Outre le fait que ces zones appartiennent à la
même province métallogénique, il convient de se rappeler :
"que ce gisement de Mounana se trouve dans des terrains
précambriens, et que comme ceux au Bas-Congo, les systèmes
du Haut Shiloango et de la Sansikwa présentent des possibilités
de gisements d'Uranium.

C'est de ce point de vue très directement utilitaire
qu'il convient de comprendre que le rapide voyage et l'étude de
M. Baud étaient hautement désirable pour le développement de
l'économie minière congolaise.

Il appartiendra à "l'Office Economique de dévelop-
pement, études, formation et participations minières" d'élucider
la question de savoir si ces possibilités sont des probabilités
pour les transformer enfin en gisement exploitable.

No B.L. 17 du 15.11.1963

RAPPORT CONFIDENTIEL

sur la

Mine d'Uranium de Mounana (Gabon)

de la C.M.U.F.

(suite à une visite du 4.10.1963)

Par L. Baud, Expert géologue,
Conseiller au Ministère des Mines, Léopoldville

*

*

*

h.e.c.
[Signature]

Avant-Propos

Sommaire

- I. - Introduction
- II. - Situation
- III. - Géologie régionale
- IV. - Minéralisation uranifère
- V. - Caractéristiques du gisement établies au 1.1.1960
- VI. - Equipement de la Mine
- VII. - Conclusions

ANNEXE I - Statistiques de production

2 Planches photographiques

1 Plan annexé No LB 29.

Avant-Propos

Le Directeur de la Compagnie des Mines d'Uranium de Franceville (C.M.U.F.) a bien voulu me communiquer très aimablement de nombreux documents sur ce gisement et notamment l'étude de M. Xavier de Li-gneries et J. Bernazeaud.

Un ingénieur géologue a guidé ma visite et m'a donné d'inté-ressants renseignements de détail.

J'ai été d'autant plus chaleureusement reçu qu'en qualité d'an-cien géologue du Service géologique de l'A.E.F., j'avais de 1948 à 1952 établi les grandes lignes géologiques de l'ensemble de la feuille de Franceville et créé l'étage francevillien.

C'est le parallélisme des formations du Francevillien avec celles de la bordure Ouest du Massif du Chaillu qui a poussé le C.E.A. (Commissariat de l'Energie Atomique) à s'intéresser à la zone Franceville-Lastourville.

Une prospection volante a repéré les radiations de Mounana et dès ce moment les efforts du C.E.A. se sont cristallisés sur ce point radioactif.


En deux années une prospection remarquablement menée a permis d'envisager la création d'une industrie extractive. Après deux nouvelles années consacrées à l'installation de la mine, de l'usine très moderne et des bâtiments d'habitation du personnel, le minerai d'uranium était extrait, enrichi, traité et exporté du Gabon via Pointe-Noire sur les usines de France fabricant l'Uranium métal. C'est une très belle réussite du Commissariat de l'Energie atomique.

Il importe de décrire ce gisement de Mounana. Bien que situé au Gabon, il se trouve dans des terrains précambriens qui peuvent très bien avoir leur équivalence au Bas-Congo dans les systèmes du Haut-Shiloango et de la Sansikwa où l'Uranium peut être recherché.

Chapitre I

Introduction

Le Commissariat à l'Energie Atomique de France avait entrepris dès la fin de la guerre des recherches d'uranium dans les territoires français d'Outre-Mer, notamment à Madagascar où l'on connaissait de-puis 50 ans de nombreux minéraux uranifères.



Une Section du C.E.A. fut établie à Brazzaville en 1947 et les recherches se portèrent d'abord sur la région du Niari, dans la République du Congo Brazzaville, dont certains gisements de cuivre rappelaient celui de Shinkolobwe (le grand gisement d'uranium du Katanga associé à des minerais de cuivre).

Quelques faibles indices furent découverts mais ils ne justifiaient plus de fortes dépenses et on décida de prospecter une autre région de l'A.E.F.

A partir de 1953, il avait été effectué des études géologiques sur les formations du Massif du Chaillu (au Gabon) et notamment sur les accidents tectoniques affectant le vieux socle de base cristallin et crytallophyllien. On étudiait également les formations sédimentaires précambriennes de couverture.

En octobre 1955, il fut découvert des radioactivités au Mont Iboundji (dans le district de Koulamoutou) provenant des conglomérats intraformationnels d'une série grés-schisteuse précambrienne assez analogue à celle du Canada où se trouve un grand gîte d'uranium.

Cette similitude devait encourager la poursuite des études. En 1957 un deuxième groupe de géologues et prospecteurs du C.E.A. étudia la bordure ouest du bassin sédimentaire de Franceville qui est assez semblable à celle d'Iboundji.

C'est le 21 décembre 1956 que fut découvert le gisement d'Uranium de Mounana par un levé radiométrique auto au scintillomètre, sur la route de Franceville à Lastourville, à 25 km. du gisement de manganèse de Moanda - et en contre-bas de minerai détritique de manganèse.

Chapitre II

Situation

Le petit village de Mounana (91 km. de la route Franceville-Lastourville) est situé dans la partie Sud-Est du Gabon sur le district de Franceville, dans la région du Haut-Ogooué. Il est en bordure du massif granitique du Chaillu aux environs du point matérialisé sur la carte par le méridien $13^{\circ}10'$ de longitude Est et le parallèle $1^{\circ}30'$ de latitude Sud).

La route Franceville-Mounana suit une zone déprimée à l'altitude de 350 mètre environ au-dessus du niveau de la mer et elle sépare une chaîne de collines à l'Ouest d'un ensemble de plateaux si-

49

CARTE de SITUATION

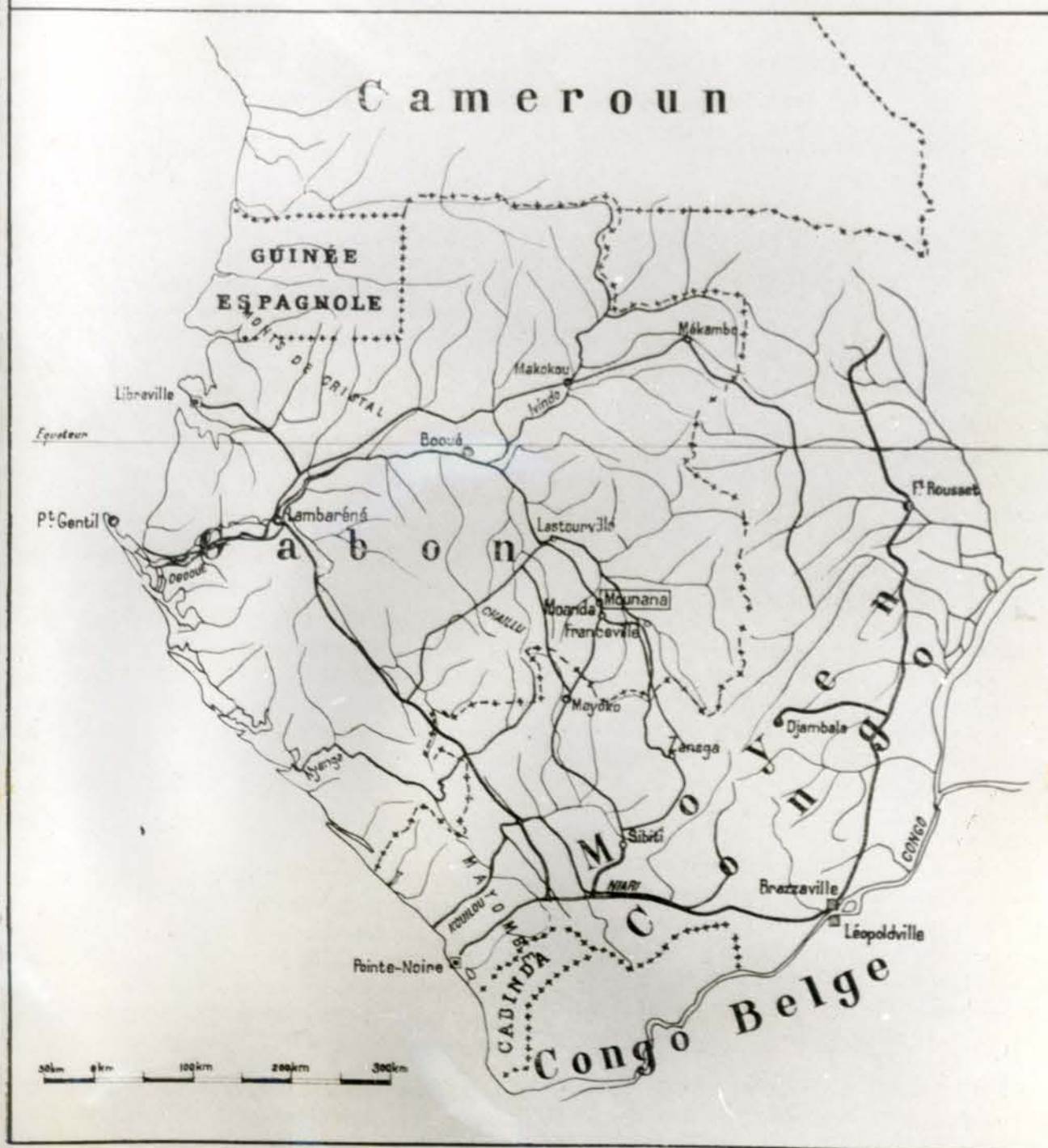


FIG. 1. — Carte de situation.

tués à l'Est. Ces divers plateaux, dénommés : Bagombé, Okouma, Bafoula, Massengo, dépassent 600 mètres d'altitude et descendent en pente douce jusqu'au fleuve Ogooué situé à une vingtaine de kilomètres et coulant sensiblement dans une direction Sud-Nord. Le réseau hydrographique a été considérablement rajeuni, ce qui occasionne de nombreuses chutes et rapides.

La région du Haut-Ogooué fut longtemps très isolée car on ne pouvait y accéder que par le fleuve Ogooué à l'aide des pirogues Adoumas et au prix des plus grandes difficultés.

En 1946, une route fut ouverte vers le Sud pour relier Franceville à Zanaga, Sibiti et Dolisie (600 km.) et dès lors tout le commerce se fit par le Sud.

En 1951, une route fut ouverte à l'Ouest de Franceville jusqu'à Omoï, et prolongée jusqu'à Lastourville en 1955; cette route fut déterminante pour les recherches de manganèse en 1951, puis d'uranium en 1956.

En 1952 une ligne aérienne intérieure hebdomadaire relia Brazzaville à Libreville par Franceville, et en 1958 l'escale de Moanda supplanta celle de Franceville.


Au début de 1959 une piste de 100 km. fut construite au Sud/Sud-Est par la Comilog (Société franco-américaine exploitant du minerai de manganèse) pour l'installation de son téléphérique de Moanda à M'Binda, près de Mayoko, ce qui a mis Mounana à 450 km. de la gare de Dolisie et à 700 km. du grand port de Pointe-Noire - lieu d'importation du matériel et d'exportation du minerai par bateau.

Le terminus du chemin de fer du manganèse se trouve à M'Binda à la frontière Congo/Gabon, mais sur territoire Congo - et il est à 120 km. de Mounana -. On peut y accéder par la route Comilog longeant le téléphérique.

Actuellement, (1963) l'avion rend de multiples services. Le trajet aller Pointe-Noire/Moanda s'effectue en une heure et demie et le trajet retour passe par Makabana - centre du chemin de fer Comilog. Avec arrêt à Makabana le trajet dure 2 heures. Le voyage est très agréable car l'avion vole assez bas, ce qui permet d'admirer des paysages divers très pittoresques.

La région du Haut-Ogooué, avec ses 2 districts de Franceville et Okondja a une population de 36.000 habitants. Jusqu'en 1953, l'activité économique fut très faible avec quelques exploitations d'or alluvionnaires situées à l'Ouest de Moanda. Des essais de cultures de fibres ne donnèrent pas de résultats. Les cultures vivrières traditionnelles, composées de manioc et de bananes, nourrissent à peu près les populations Bendjabis et Batékés.

A partir de la découverte des grands gisements de manganèse vers 1951, puis de l'Uranium de Mounana en 1957, la vocation économique de cette région est devenue essentiellement minière.



Dès 1951 le géologue de la Direction des Mines et de la Géologie de l'A.E.F. chargé du levé géologique de reconnaissance avait déclaré dans un rapport que le plateau de Bagombé contenait à lui seul plus de 50 millions de tonnes de minerai marchand et que le plateau voisin d'Olouma paraissait aussi intéressant.

Chapitre III

Géologie régionale

La géologie du Sud-Est du Gabon peut s'exprimer de la façon suivante :

1.- Il existe un vaste môle granitique de 350 km. de long sur 160 km. de large orienté Sud-Est/Nord-Est, appelé le massif du Chaillu, et constitué par un granite plus ou moins migmatique où subsistent encore quelques enclaves de roches métamorphiques (gneiss, amphibotites, quartzites ferrugineux, et itabirites.

2.- Ce massif est recouvert en discordance sur ses bords Nord et Nord-Est par une formation subhorizontale de sédiments détritiques, surtout gréseux, s'étendant sur une aire considérable, de 200 à 300 km. d'Ouest en Est et de 50 à 250 km. du Nord au Sud, avec quelques petits lambeaux de ces formations à l'intérieur même du massif; ces lambeaux semblent être limités par des failles.

Ces formations détritiques ont été classées dans le Précambrien Moyen. Elles constituent le Francevillien de L. Baud au Nord-Est, et le Système intermédiaire de J. Cesson au Nord-Ouest, notamment pour les séries d'Iboundji, de l'Ogooué inférieur, de Ouano et de Massina.

3.- Le massif granitique du Chaillu est recouvert en discordance sur le flanc Sud et Ouest par des formations très légèrement plissées formant le Synclinorium du Niari et de la Nyanga. Ce mouvement tectonique a plus de 600 km. de longueur sur 150 km. de largeur et les terrains remplissant cette fosse sont classés dans le Précambrien supérieur et ils constituent le "Système du Congo Occidental" formé de schistes, de calcaires plus ou moins dolomitiques et de grès.

4.- L'ensemble du Chaillu et du Francevillien est recouvert à l'Est, en discordance, par les sables et grès batékés continentaux, équivalents du Kalahari et attribués au Tertiaire.

L'ensemble du bassin francevillien présente de très légères ondulations avec quelques bosses antilinales dans le centre, mais il semble avoir été affecté par certains mouvements épirogéniques

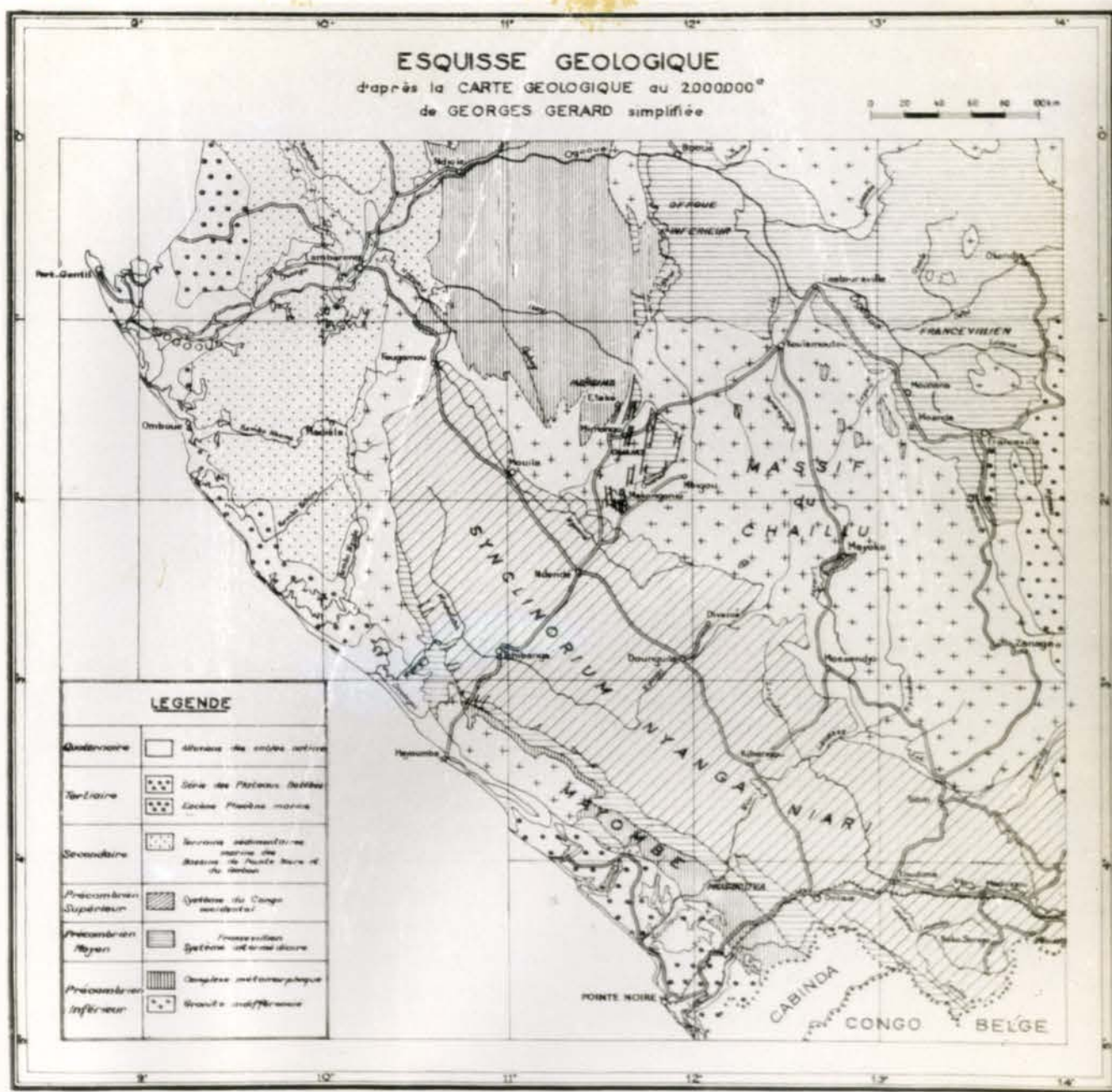


FIG. 2. — Esquisse géologique.

qui donnent des alternances successives de sédimentation, et aussi par une tectonique cassante du socle dite "en touches de piano".

La stratigraphie de détail est encore imparfaitement connue et très variable d'un point à un autre du bassin, par suite de changements de faciès et de passages latéraux qui déroutent le géologue chargé d'établir une échelle stratigraphique générale pour l'ensemble de la région.

On a pu cependant y distinguer 3 étages :

- a) à la base un ensemble de grès grossiers feldspathiques souvent plus ou moins verdâtres ou grisâtres;
- b) des schistes et argilites de couleurs variées comprenant des schistes charbonneux très noirs, et dans certaines régions des horizons dolomitiques comme à Lastourville;
- c) des grès à grains fins feldspathiques contenant des passages de roches jaspées et calcédonieuses.

Des intrusions de dolérite et autres roches basiques recoupent l'ensemble du Francevillien.

Chapitre IVV

Minéralisation Uranifère

La découverte de l'indice de Mouana incita la Direction des Recherches et Exploitations Minières du Commissariat à l'Energie Atomique à mettre en oeuvre le maximum de moyens aussitôt après cette découverte.

A fin 1956, le groupe de prospection comprenait :

1 géologue + 3 prospecteurs + 100 Africains.

L'étude de surface de l'indice se fit à l'aide de 240 sondages à la tarière, de tranchées et d'un petit puits permettant de délimiter une zone radioactive, orientée Nord/Nord-Ouest, longue de 85 m. et large de 55.

La minéralisation est composée de "produits jaunes" fortement radioactifs. Ils ont été reconnus ultérieurement comme un vanadate d'uranium et de plomb. Cette espèce nouvelle a reçu le nom de Francevillite de formule $(\text{Ba,Pb}) \text{O}_2 \cdot 2\text{H}_2\text{O}^3, \text{V}_2\text{O}_5, 5\text{H}_2\text{O}$.

En juin 1958, l'effectif s'est considérablement développé puisqu'il comprend 41 agents européens (ingénieurs, prospecteurs, agents divers) + 58 spécialistes africains + 446 manœuvres africains.

Le Permis Minier a été attribué au C.E.A., en 1957. La Compagnie des Mines d'Uranium de Franceville (C.M.U.F.) est constituée le 21 février 1958 au capital de 400 millions de francs CFA et décide l'exploitation du gisement.

La découverte et la mise en valeur très rapide du gîte de Mounana provient de l'expérience acquise par le C.E.A. tant en France que dans les pays d'Outre-Mer. La prospection fut exécutée d'une façon tout à fait systématique.

Des sondages au diamant ont permis de déterminer la forme du corps minéralisé.

Le premier puits de 20 mètres (puits Simone) permit de prouver l'existence d'un amas minéralisé.

Le deuxième puits (puits Emile) fut implanté à proximité du contact du socle avec les grès et il fut descendu à 76 mètres de profondeur. Des galeries et des sondages percutants permirent d'étendre sa zone d'investigation.

Le contrôle géologique a été particulièrement minutieux.

Chapitre V


Caractéristiques du gisement, établies au 1.1.60

Le gisement de Mounana est un amas minéralisé situé au toit d'une faille orientée N - 380 grades (Nord par l'Est), à fort pendage Est d'environ 85 grades.

Il est localisé dans des grès grossiers du Francevillien inférieur, à pendage Est, et au mur des schistes et argilites du Francevillien moyen.

La minéralisation est essentiellement Urano-vanadifère, constituée par le Francevillite et par des oxydes noirs qui sont mal définis au point de vue minéralogique. Ces oxydes noirs apparaissent à partir du niveau - 40 mètres.

On trouve très accessoirement des sulfures, du sulfate de Molybdène, de la barytine, de la calcite et de la wulfénite (molybdate de plomb). C'est donc une minéralisation variée à métaux connexes Ur, Va, Pb, Mo, Ba, Ca.



Au point de vue lithologique, la sédimentation d'abord essentiellement détritique et de caractère fluviatile torrentiel fait place par une série de récurrences - à une sédimentation plus fine, argileuse, troublée par des mouvements épirogéniques.

Au point de vue tectonique, alors que la structure générale du Francevillien est calme, le gisement de Mounana a été l'objet de mouvements intenses sur un très petit espace d'une centaine de mètres de diamètre, ce qui est assez déconcertant pour le prospecteur.

Le contact socle avec grès sont anormal et ces derniers sont à très fort pendage (80 grades Est); on remarque d'importantes failles et des zones broyées à rejets tantôt verticaux et tantôt horizontaux. La faille F.1 (socle-grès) est à direction N.380 grades (par l'Est), F.2 à N.330 grades, et F.3 à N.350 grades.

Ces failles ont permis la mise en place de la minéralisation et de plus, elles ont joué un rôle mécanique en tronçonnant le gisement primitif.

Le corps minéralisé est un amas assez plat et redressé allongé suivant la direction N. 380 grades sur 160 mètres, large d'environ 20 mètres; son extension verticale est de 150 mètres. La limite du gîte est nette à l'Ouest car marquée par la faille F.1 tandis qu'elle est très floue à l'Est.

On évalue les réserves entre la cote de surface (420 mètres) et la cote 292 à environ 1 million de tonnes à 4 pour mille = 0,4 % = 4.000 tonnes d'uranium métal, soit environ 400 tonnes par an pendant 10 ans.

Le marché établi avec le CEA de France est basé sur 400 tonnes par an et l'on espère d'ici là avoir trouvé d'autres extensions du gisement.

Chapitre VI

Equipement de la Mine

Cet équipement a été fait par les Etablissements Kuhlmann pour produire un concentré à 14 % U.

L'exploitation se fait en carrière de 420 mètres à 340 mètres d'altitude. On a calculé 400.000 tonnes de minerai et 2 millions de tonnes de stérile avec des gradins de 8 mètres. Le minerai est chargé sur des camions de 20 tonnes pour être transporté à l'usine située à quelques centaines de mètres.

Le traitement consiste à concasser et broyer le minerai pour le réduire à 1 m/m. Il est alors attaqué à froid par l'acide sulfurique SO_4H_2 dilué qui donne du sulfate d'uranyle soluble. La liqueur est traitée par de la magnésie qui donne un précipité d'urate, filtré, séché, et mis en petits fûts cylindriques en contreplaqué. Le produit est d'abord mis dans un sac spécial rempli et pesé mécaniquement.

L'acide sulfurique est produit dans une petite usine annexe, à partir du soufre de Lacq, par le procédé de contact.

L'énergie électrique est fournie par une centrale Diesel comprenant 4 groupes de 625 KWA.

Le personnel comprend 80 agents de maîtrise et 600 manoeuvres.

CHAPITRE VII


Conclusions

La mise en valeur du gisement de Mounana se traduit pour le Gabon par une contribution substantielle à son développement par suite des taxes de sortie, impôts, échanges commerciaux, importations, salaires des autochtones. La Société des Mines d'Uranium contribue avec la Comilog à développer le district de Franceville en lui donnant une vocation essentiellement minière.

C'est une remarquables réussite si on considère que le gisement a été découvert en décembre 1956 et qu'il exporte du minerai en 1961 - après une installation industrielle dans un pays perdu au fond de la brousse africaine. Il a évidemment bénéficié des travaux de la Comilog (route et chemin de fer).

C'est tout à l'honneur du C.E.A. (Commissariat de l'Energie Atomique) de France et des techniciens français qui ont donné l'exemple scientifique d'un travail absolument méthodique et scientifique où la géologie tient une place brillante. L'origine de la découverte provient de deductions basées sur la position stratigraphique et certaines analogies des terrains du Francevillien avec d'autres régions uranifères très éloignées comme le Canada.

Cela a guidé le choix des terrains à prospecter en premier lieu, car tout un chacun sait à l'heure actuelle que les recherches d'uranium demandent un très long travail sur le terrain avec des compteurs Geiger et des scintillateurs permettant de détecter les radiations cachées. Le minerai n'affleure pas souvent ou il est en petites quantités dissimulées dans la terre. Il faut donc le plus souvent des appareils de détection pour découvrir les tout premiers indices qui attireront l'attention du géologue. Celui-ci déterminera la métallogénie du gisement, et les études prolongées de détail seront alors entreprises sur une base bien déterminée.



L'organisation du C.E.A. est un modèle du genre. Elle n'existait pas dans l'ex-Congo Belge dont le Service géologique possédait pourtant quelques appareils de détection très modernes.

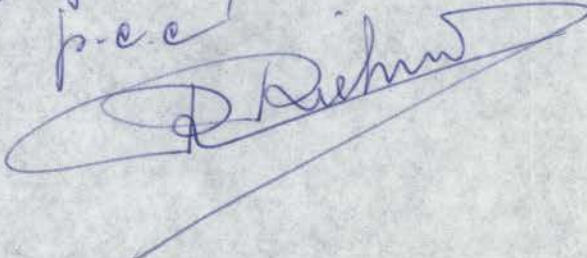
Du côté français le problème avait été traité différemment. Le C.E.A. était un organisme parastatal complètement indépendant, avec des cadres à lui tant en personnel européen de maîtrise qu'en personnel africain spécialisé. Il était constamment en liaison étroite avec la Direction des Mines et de la Géologie du Ministère de la France d'Outre-Mer. Il suivait les travaux de ce service et avait des contacts fréquents avec lui. Ces dernières années on avait même employé la formule suivante, pour permettre de prospecter davantage de contrées et de restreindre les difficultés d'organisation des missions de prospections dans des zones éloignées difficiles d'accès : Le C.E.A. prêtait aux missions géologiques de la Direction des Mines et de la Géologie des opérateurs africains avec leurs appareils légers pour suivre le géologue. L'opérateur était ainsi pris en charge par l'ingénieur géologue chef d'une mission au point de vue logement, déplacement, nourriture, paie et contrôle d'activité.

L'opérateur africain s'occupait de son propre travail avec une grande liberté d'action mais il rendait compte très souvent à l'ingénieur géologue des résultats obtenus.

Si des radiations anormales venaient à être signalées, l'ingénieur géologue s'arrêtait à l'endroit intéressant et refaisait des études de contrôle en compagnie du prospecteur africain du C.E.A. Suivant les cas, il alertait aussitôt l'ingénieur chef de groupe du C.E.A., qui pouvait ainsi prendre toutes dispositions utiles, et à moindre frais, pour venir s'enquérir sur les lieux par les moyens les plus directs - et le cas échéant, il pouvait prendre en charge la suite de la prospection pour uranium.

Cette entente Service géologique et C.E.A. permettait de diminuer les frais d'études systématiques de L'A.E.F. Le C.E.A. a pu ainsi réduire son personnel européen et éviter des frais considérables de mission préliminaire (organisation des colonnes de brousse avec portage et relais pour atteindre des coins très reculés, dans des contrées désertes ou peu accessibles sans de gros moyens. Cette collaboration s'est montrée fructueuse en plusieurs cas et l'exemple est à retenir.

L. Baud
Expert géologue

*Signé en minute
p.c.c*


Léopoldville, le 15 novembre 1963.

ANNEXE I

Statistiques de Production d'uranate de magnésie

(d'après la Chronique des Mines et de la Recherche Minière)
(74, rue de la Fédération à Paris)

	<u>Tonnes</u>
1er trimestre 1961	30,596
2ème " 1961	143,176
3ème " 1961	279,592
4ème " 1961	<u>278,276</u>
	731,640
1er trimestre 1962	371,737
2ème " 1962	355,443
3ème " 1962 (sept.)	53,443
4ème " Oct. 126.384	
Nov. 148.137	
Déc. 105.856	
	<u>380,377</u>

Total de l'année 1962 : 1.161 tonnes

(D'après la Chronique des Mines et de la Recherche Minière -
No 323 - octobre 1963 p. 334.)

En 1962, la C.M.U.F. a poursuivi sans incident l'exploitation du gisement de Mounana commencée en 1961. La production de concentrés uranifères a atteint son rythme normal avec 1161 tonnes représentant 400 tonnes d'uranium métal et une valeur de près de 2 milliards de francs C.F.A.

L'exploitation en carrière se fait au rythme de 14.000 tonnes par mois. En 1966 elle sera relayée par une exploitation souterraine.

Le Commissariat à l'Energie Atomique a poursuivi la prospection du secteur Franceville en découvrant quelques nouveaux indices non exploitables.

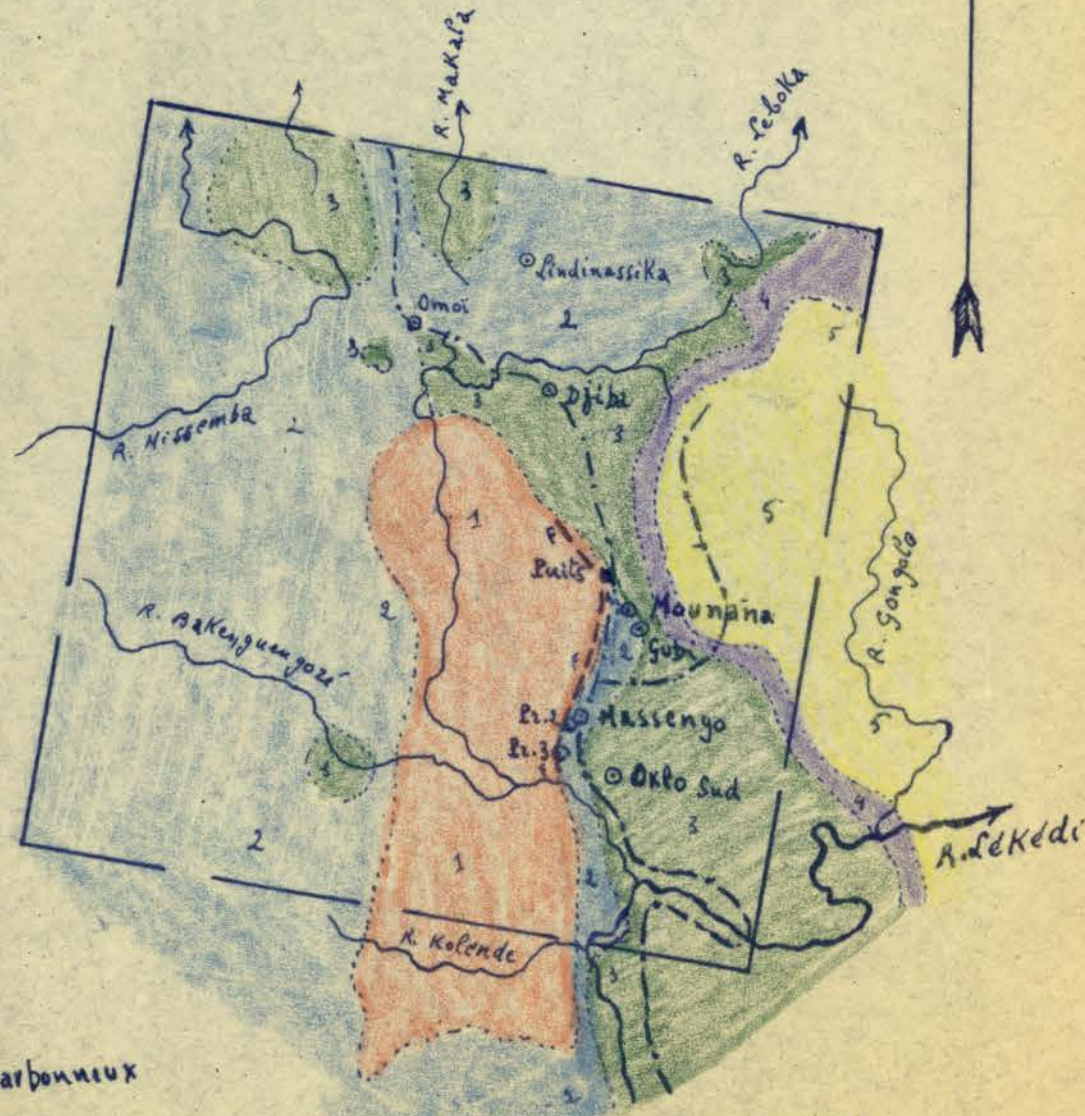
LB/jf



référence du plan = L.B. 29 du 18/10/63

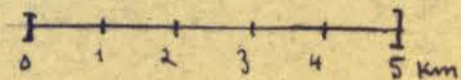
Carte géologique

du Permis Minier de MOUNANA

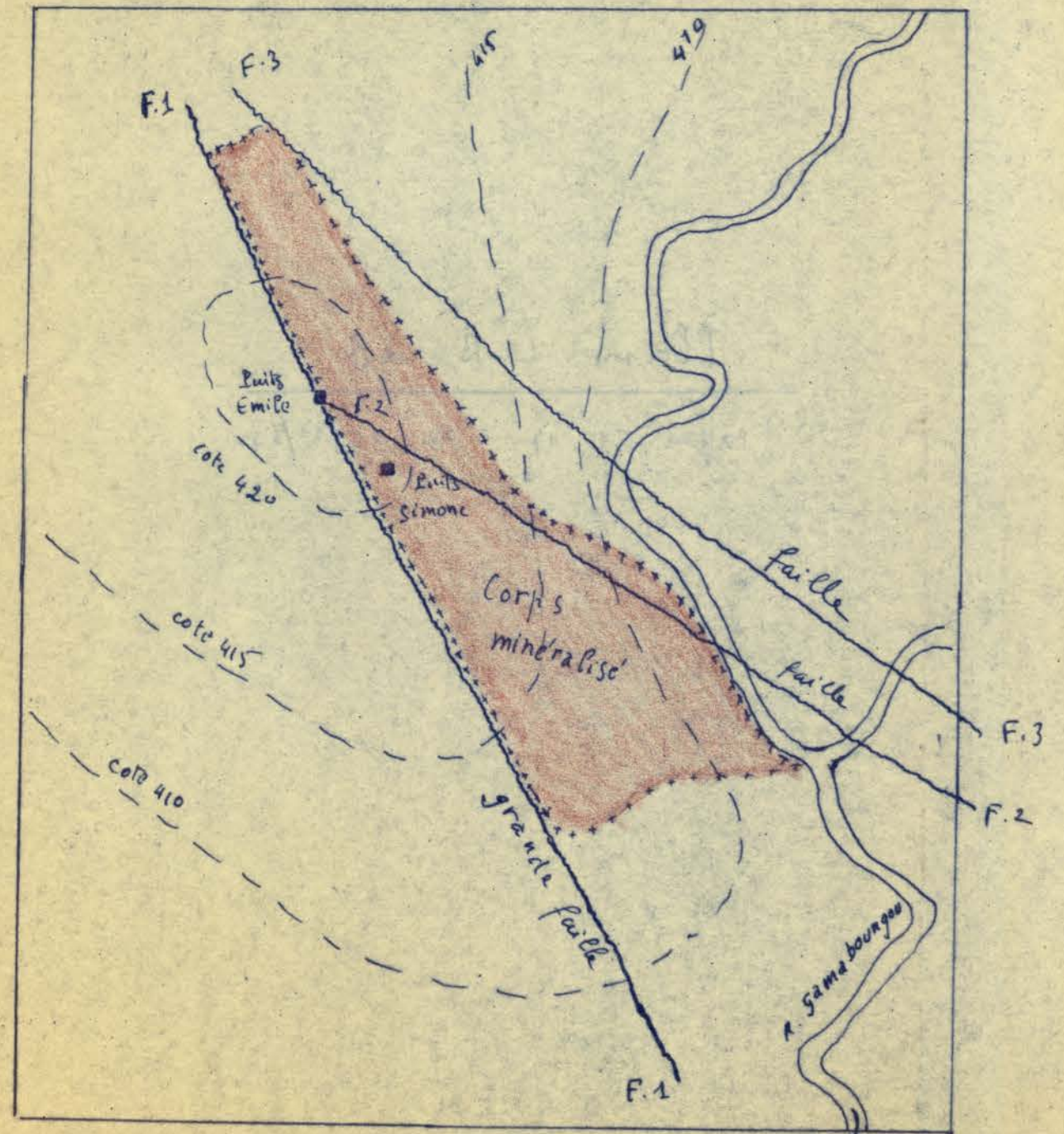


- 5 Grès fins
- 4 Schistes charbonneux
- 3 Argilites
- 2 Grès Conglomératiques
- 1 Granito-gneiss

Echelle = 1/100.000

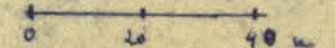


Carte du Gisement de Mounana



Echelle = 1/750

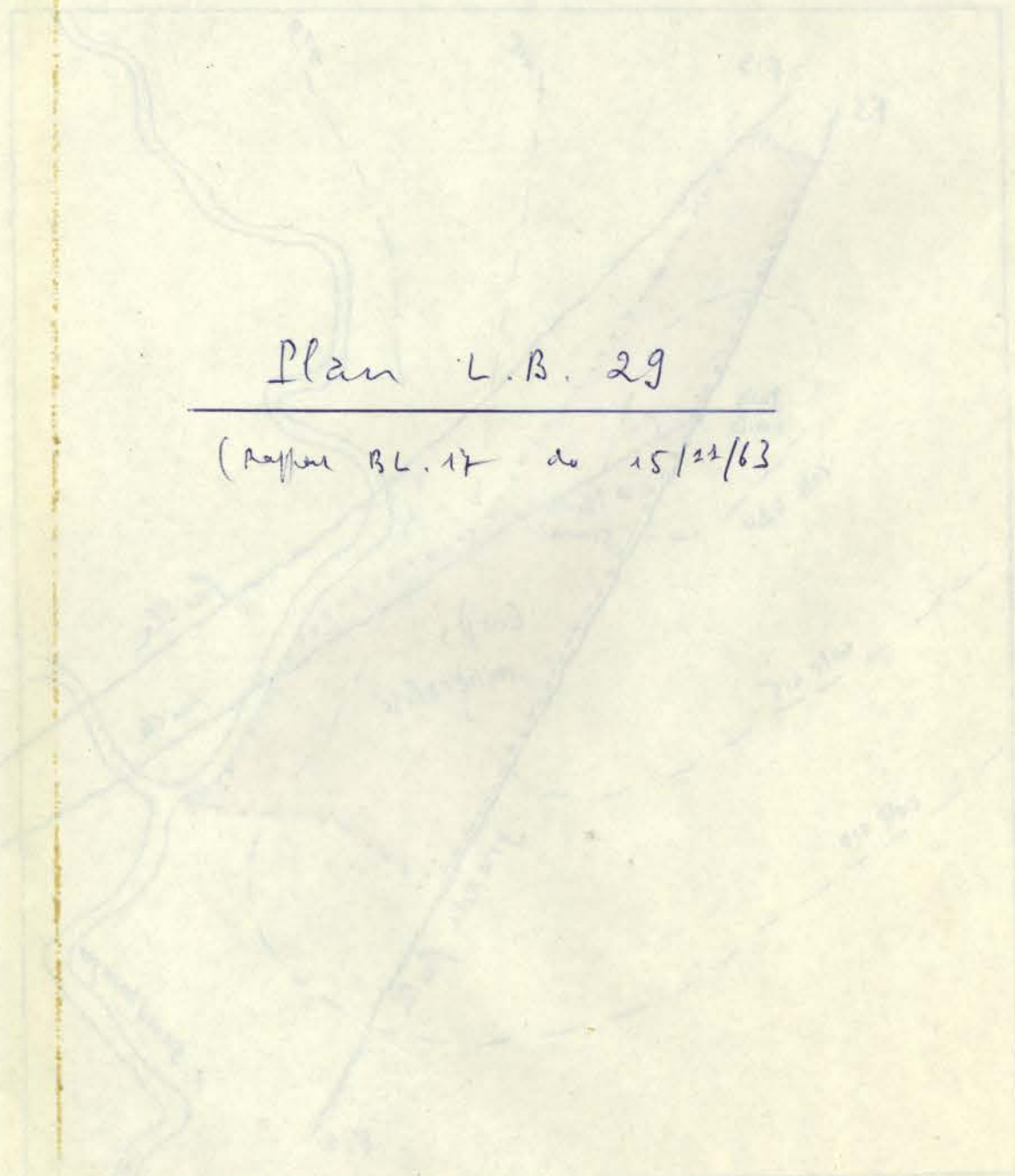
1 cm = 20 mètres



+++ Contour du corps minéralisé } Minerai = Francavillite et oxydes noirs

Plan L.B. 29

(Rapport BL. 17 du 15/11/63)





BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

NOTE ECONOMIQUE SUR LA MINE DE NAMOYA

J'ai déjà eu l'occasion de rédiger plusieurs notes extrêmement brèves sur la mine d'or de Namoya, qui soulignaient la disette presque totale de renseignements mis à notre disposition tant sur le plan technique qu'économique et financier.

Grâce à M. Berthelot, Ingénieur conseil français, rencontré mardi 17/12/63 à Brazzaville et à son amicale interview préparatoire à l'étude complète du problème, je suis maintenant en mesure de combler partiellement les lacunes de documentation.

Je précise, de suite, que les renseignements ci-dessous devront être complétés par une étude approfondie :

des dossiers techniques,
" " financiers et de prix de revient,
" " économiques et sociaux.

L'étude finale exhaustive du problème de la remise en route de Namoya devra comporter impérativement :

- a) L'analyse de l'ensemble des résultats de prospections, sondages et travaux préparatoires exécutés depuis l'origine sur Namoya.
- b) L'examen comptable et financier des résultats d'exploitation obtenus au cours des années 1956 - 57 - 58 - 59.
- c) Une critique objective et réaliste de ces résultats pour déterminer si aux méthodes d'exploitations passées, il pourrait raisonnablement être apportés des améliorations et perfectionnements aisément réalisables et susceptibles d'abaisser sensiblement le prix de revient.

RA

d) Une synthèse des recherches exécutées et des prospections restant à réaliser pour :

- vérifier le tonnage de minerai certain et sa teneur,
- transformer le minerai probable en minerai certain,
- faire apparaître grâce à de nouvelles prospections de nouveaux tonnages de minerai "possible" à une teneur exploitable.

Sans mésestimer le mérite réel des exploitants, je déplore malgré tout la légèreté avec laquelle Kimorétain a introduit auprès du Conseil Monétaire sa demande de devises, sans présenter aucune étude préalable technico-financière de remise en route ni aucun bilan prévisionnel d'exploitation.

Ce préambule clairement exprimé, je passe à l'exposé schématique de la situation de Namoya en l'état actuel de mes connaissances suivant l'exposé de M. Berthelot et compte tenu de la lacune d'archives et pièces originales. Pour plus de clarté j'adopterai pour la présente note le plan suivant :

- a) Estimation des réserves,
- b) Capacité de traitement de l'usine,
- c) Prix de revient et teneur limite.
- d) Conclusions.

1. Estimation des réserves

Après examen des dossiers de prospections et travaux préparatoires, les conclusions de M. Berthelot font état des réserves suivantes de minerai certain :

	<u>Tonnage minerai certain</u>	<u>Teneur</u>	<u>Or contenu</u>
Mwemdambeko	900.000 T	7 gr.3	6.170 K ^g s
Carrière Kakula	100.000 T	8 gr	800 K ^g s
Divers	20.000 T	7 gr.8	150 K ^g s
Soit au total 1.000.000 T à la teneur moyenne de 7gm4 contenant au total 7.500 K ^g s dont 95 % d'or récupérable soit 7.125 K ^g s.			

De l'avis de M. Berthelot, en l'état actuel, le minerai profond de Mwemdamboko est inexploitable par suite des frais d'exhaure à envisager.

2. Capacité de traitement de l'Usine

Cette capacité s'élève à 100.000 T/an à raison de 9.000 T/mois. A certaines périodes la capacité s'est élevée à 10.000 T/mois mais ce fut au dépens des pertes aux tailings qui augmentent quand pour augmenter le tonnage broyé on accepte une maille de broyage trop élevée.

Il serait possible de porter cette capacité à 10.000 T/mois à condition d'intercaler entre le broyeur et le ball-mill un rod mill et de compléter la section voie humide, cette solution en l'état actuel paraît impensable pour raisons financières à moins de mettre en évidence un nouveau tonnage de minerai exploitable permettant de doubler la vie de la mine.

En l'état de nos connaissances, il faut admettre 100.000 T/an à raison de 9000 T/mois sur la base de 8 % de temps perdu pour arrêts accidentels et révisions périodiques annuelles.

3. Prix de revient et teneurs limites

- a) Sur la base du bilan et du compte exploitation 1958 (que nous n'avons pas vu) le prix de revient de la tonne de tout-venant traitée s'élevait à 193 FB.33 sans versement d'aucune redevance.

Il est impérativement nécessaire, préalablement à toute tentative de remise en route d'établir un budget prévisionnel en fonction des valeurs nouvelles des éléments suivants :

Salaires de la M-O Africaine

Baisse prévisible de rendement

Salaires et frais européens

Produits consommables nécessaires à l'exploitation et au traitement.

Frais de maintenance

Incidence de l'augmentation du rapport stérile sur minerai qui passera de 0.5 en 1958 à 2 dans l'avenir.

Frais de transport et de traitement - Un point important devra comporter un accord préalable, c'est la fixation des taxes et redevances minières.

b) Frais de renouvellement du matériel

Nous excluerons le poste de l'Usine hydro-électrique de Magembe

l'infrastructure du téléphérique

le gros outillage

l'usine de broyage

l'usine de traitement

pour ne mentionner et tenir compte que du matériel à renouveler périodiquement :

camions, voitures, tracteurs, pelles, dumpers, matériel de perforation, pompes et vannes.

En sus de ces dépenses d'investissements en matériel nécessaire à la remise en route, il faudra aussi répartir les charges d'intérêts et d'amortissement sur les frais de personnel et frais généraux préalables à toute production et que l'on devra répartir sur le tonnage à vue certain qui n'est pour l'instant que de 1.000.000 tonnes.

4. Esquisse financière prévisible

Les résultats de 1958 faisaient apparaître une teneur limite de 3 gr.47/T. Dans l'avenir interviendront :

- a) L'accroissement du rapport stérile/minéral dont l'incidence de prix de revient équivalente à 0 gr.5/T.
- b) L'augmentation des charges financières d'intérêts et d'amortissement correspondant aux 800.000 \$ exigés pour la remise en route. A 6% d'intérêt annuel et sur la base de 1.000.000 tonnes de réserves, je crois pouvoir l'estimer à \$ 1.10 la tonne.

c) Frais de renouvellement annuels de matériel.

Sur la base des investissements initiaux et des 800.000 \$ de réinvestissement initial de démarrage, il paraît sage de prévoir 100.000 \$/an soit 1 \$ par tonne.

Les 3 postes ci-dessus donnent donc un prix de revient de 2,60 \$/tonne ce qui représente une valeur carreau mine de 2 gr.3.

A partir de la teneur brute de 1958 soit 3 gr.47, nous arrivons déjà à une teneur limite actualisée de :

$$\begin{array}{r} 3.47 \\ 2.3 \text{ pour (a+b+c)} \\ \hline 5.77 \end{array}$$

il ne reste plus guère que :

$7,03 - 5,77 = 1 \text{ gr.26}$ pour couvrir l'augmentation des frais de :

traitement,
produits consommables,
salaires.

Le problème paraît donc épineux sinon très difficile à résoudre.

A mon avis le noeud du problème, à moins d'envisager cette question sous un angle purement social et politique de plein emploi et d'accorder un taux différentiel de change pour l'or de Namoya, réside dans :

- (i) La recherche d'une augmentation substantielle des réserves exploitables. Passeraient-elles de 1 à 2 millions de tonnes, cela aurait pour effet probable de réduire les facteurs (a) et (b) ci-dessus de près de 50% et de facteur (c) de $1/3$, soit $P_R = 3.47 + 1.5 = 4 \text{ grm.97}$.
- (ii) L'étude technique d'une réduction du prix de revient 1958 par une amélioration :
 - des prix de revient d'abattage en carrière
 - des prix de revient de broyage par l'étude d'une possibilité de triage et préconcentration qui aurait pour effet d'augmenter la capacité de traitement de l'usine à partir et y compris la section broyage (étude de l'application de l'autobroyage.
- (iii) La reconsidération du problème du minerai profond de Mwendamboko considéré actuellement comme inexploitable.

En tout état de cause, en l'état actuel de nos connaissances, compte tenu des documents à notre disposition, du fait que nous ne connaissons pas "de visu" l'usine ni le gisement, du fait que la seule étude préliminaire de la remise en route exigera un certain montant de devises que le Conseil monétaire ne peut risquer pour une simple étude sans garantie de démarrage certain.

CAR

Il devient évident que le problème de Namoya relève de la compétence du futur :

"Office Economique de développement, recherches, formation et participation minière" dont le Ministre des Mines a préconisé la création et prévu la naissance en 1965. Lui seul disposera des moyens nécessaires pour conduire cette étude à bien.

Il convient donc d'entamer avec Kimorétain la discussion d'une convention précisant les conditions dans lesquelles cet organisme à créer pourrait prendre en charge Namoya pour en assurer la relance.

Avec l'autorisation de Monsieur le Ministre des Mines, il serait bon que je procède à l'étude et la préparation d'une convention entre le concessionnaire et le Ministère des Mines a/s Namoya.-



A. Gelpin

Léopoldville, le 15 novembre 1963

A : Monsieur le Ministre des Terres, Mines et Energie
De : L. Baud, Expert géologue ONUO
 (Cous couvert de Monsieur R. Richard, Conseiller
 principal p.i., Section Mines et Ressources naturelles)
Objet : Travail de synthèse

Par lettre 0401/355/00609 du 7.11.1963 Cl.Kr/Baud-Y.41 de
M. le Secrétaire général a.i. S. Makombo, il m'a été demandé de
vous faire connaître l'état d'évolution du travail de synthèse
prévu par note No 1101/CAB/TME/ER du 20.7.1963.

J'ai l'honneur de rendre compte à Monsieur le Ministre que
ce travail est toujours en cours, selon les instructions techni-
ques reçues de Monsieur le Conseiller principal. C'est une tâche
de longue haleine qui demande le dépouillement de nombreuses ar-
chives et publications diverses, car le problème est très vaste
et constitue une entité.

Dans l'immense République du Congo Léo, le Bas-Congo appa-
rait comme le territoire le plus favorable à une étude de ce
genre car il existe là une certaine province métallogénique et
que les minéraux susceptibles d'être découverts peuvent s'exporter
par un transport de longueur normale.

J'ai commencé l'étude des archives et des publications se
rapportant à cette zone.

Un des documents les plus importants à consulter semblait
devoir être les rapports de syndicat de Basoka qui a effectué
d'importantes prospections dans le passé. Je n'ai pas pu le trou-
ver au Service géologique ni au Service des Mines et M. le Chef de
la Section des Mines et Ressources naturelles l'avait fait deman-
der par vos services depuis bien longtemps; il n'a pu hélas l'ob-
tenir jusqu'à ce jour, alors que c'est un document capital pour
les futures études de géologie appliquée.

Les principales questions à étudier en priorité étaient le cuivre, le manganèse, l'uranium, les phosphates, la potasse, le pétrole, car les pays voisins qui ceinturent la République du Congo Léo ont réalisé des découvertes de pareils gisements dans des terrains qui sont assez analogues à ceux du Bas-Congo, ce qui démontre qu'il n'y a pas impossibilité à trouver également certaines de ces richesses au Bas-Congo.

Grâce à mes relations personnelles de technicien avec les services géologiques des Etats voisins, j'ai pu consulter une importante documentation sur ces divers gisements et même visiter certains d'entre eux - afin d'établir d'éventuelles comparaisons - et de situer ces minéralisations dans leur contexte géologique. Ceci peut permettre, le cas échéant, de tirer certaines déductions et de trouver le fil directeur qui conduit à des découvertes, ou qui sert tout au moins à orienter les travaux de recherches.

Ces travaux, toujours très coûteux et très longs sont de deux sortes :

1.- L'étude géologique et minéralogique plus détaillée d'un point minéralisé et de la région avoisinante, ou même une étude régionale afin de déterminer l'emplacement le meilleur pour d'éventuels sondages.

2.- Les travaux de prospection par puits, tranchées et sondages. Ces derniers demandent toute une organisation et ne peuvent s'exécuter qu'après avoir nettement délimité une zone favorable, ou tout au moins susceptible de l'être.

C'est un deuxième stade éloigné qui demande une certaine autonomie et une grande continuité en raison de l'ampleur des moyens mis en oeuvre pour arriver à ce résultat. C'est ordinairement de la compétence d'une organisme parastatal ou d'une grosse activité minière, mais non d'un service géologique dont le rôle consiste à distinguer d'abord les zones favorables par des études de surface ou de très petits travaux en profondeur.

Les grandes découvertes des pays qui jouxtent la République du Congo Léo ont toutes demandé beaucoup de temps et de patience; on est arrivé à des résultats concrets par une série de déductions géologiques successives relevant de l'esprit cartésien. On ne peut se lancer à l'aveuglette sur tel ou tel point dans le seul but de faire à tout prix quelque chose, si on ne recueille pas au préalable suffisamment de documents pour espérer raisonnablement un succès même petit ou partiel.

La base de tout travail de réalisation est une documentation bien en point et suivie sur de nombreuses années. Je citerai entre autres :

- le pétrole d'AIEF - une trentaine d'années en commençant par la bordure du bassin pour arriver aux zones profondes;
- le pétrole d'Angola - une quinzaine d'années;
- le cuivre, plomb, vanadium d'Angola - de nombreuses années;
- la bauxite du Cameroun - une dizaine d'années;
- le complexe cuivre, plomb, zinc du Niari : études échelonnées sur une cinquantaine d'années;
- la potasse de Pointe-Noire - une dizaine d'années;
- le phosphate du Moyen-Congo - une dizaine d'années;
- le manganèse de Franceville - une dizaine d'années;
- l'uranium du Gabon - quelques années faisant suite à une étude préalable d'une dizaine d'années;
- le fer de Makambo (Gabon) - une dizaine d'années.

Toute recherche sérieuse et scientifique de minéralisations diverses repose sur l'étude géologique préalable qui doit s'effectuer d'après un plan organisé et continu sur de nombreuses années, avec un personnel adéquat faisant sa carrière dans le service, ce qui permet au géologue de bénéficier de plus en plus de son expérience personnelle au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Dans le cas présent de la République du Congo Léo, il faut remonter de toute pièce un service géologique tombé à zéro - car tous les ingénieurs et techniciens supérieurs, qui constituent l'armature du service, sont partis et ne reviendront jamais, d'où perte nette de leur expérience personnelle.

Pour recréer un Service géologique il faut avant tout connaître le montant de son financement probable, sa durée et sa nature en devises fortes; au milieu de novembre 1963 nous n'avons encore aucun document à ce sujet.

Il faut en premier lieu trouver un Chef de Service, technicien éprouvé, qui sera l'âme de cette réorganisation et qui sera décidé à faire carrière à Léopoldville. Il doit être encore jeune tout en ayant déjà une grande expérience. Il exigera certainement une solde en monnaie stable et en rapport avec ses capacités.

Il ne peut rien faire de vraiment fructueux sans une dizaine d'ingénieurs géologues sous ses ordres afin de pouvoir commencer un travail d'ensemble. Là encore la difficulté de recruter rapidement des techniciens diplômés, et déjà expérimentés, s'avère très grande.

car pendant de nombreuses années il faudra recourir à des ingénieurs étrangers à rétribuer en monnaie internationale avant que des ingénieurs congolais puissent prendre la relève.

Le plus simple pour l'instant, et pendant quelques années de transition, serait d'utiliser les services d'un grand organisme privé de prospection ou d'études comme il en existe en Afrique, Angleterre, France. Un organisme francophone obtiendrait davantage de résultats dans ce pays en raison de la langue.

Le B.R.G.M. français (Bureau de Recherches géologiques et minières) qui possède une mission très étoffée à Brazzaville avec son personnel technique et son matériel avait fait des offres générales à la République du Congo Léo en juin 1963.

Il ne semble pas à première vue que ces propositions aient été étudiées de façon à distinguer ce qui était possible ou impossible dans le système des conventions d'application courante avec différents Etats de l'ancienne AEF.

Grâce à son haut personnel technique opérant depuis de nombreuses années en Afrique, le BRGM est qualifié pour prendre immédiatement en main un travail quelconque de géologie ou de géologie appliquée suivant des modalités définies par une convention et un contrat. Il s'agit en somme d'une entreprise de haute qualité scientifique. Une telle solution permettrait à la République du Congo Léo d'étudier la possibilité de recréer un Service géologique adapté à ses besoins et utilisant le plus possible de Congolais sans accentuer le hiatus qui existe entre l'ancienne organisation du Service géologique et celui à recréer. Même avec beaucoup de crédits ce n'est pas en quelques mois que le nouveau Service géologique peut être recréé et la perte de temps est une perte sèche pour la découverte de nouvelles minéralisations.

Comme je l'ai dit plus haut il est impossible de reprendre d'emblée une prospection quelconque sans avoir repris et raccordé les anciennes études géologiques dont le programme d'ensemble n'était pas bien défini en 1960.

A la lueur des documents consultés au Service géologique, il ne semble pas qu'un programme annuel était nettement défini et que le bilan des réalisations et des travaux à continuer était établi à chaque fin d'année, comme cela se passait chez nos voisins. - Chez ces derniers, le découpage en feuilles du pays a été suivi d'une réalisation méthodique - et le programme prévu il y a une vingtaine d'années était presque achevé au moment de l'indépendance. Il continue d'ailleurs par des conventions particulières de chaque Etat particulier avec le BRGM et jusqu'à présent ce procédé semble donner de bons résultats et n'a pas été démoné.

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Le 19 septembre 1963

See acc. 24/9.
Mins Commsell
220

A: Monsieur R. Richard, Chef, Section des Mines
De: H.N. Ross, Expert des Mines
Objet: Rapport - Juillet-Septembre 1963

Après avoir fini le dernier projet préliminaire du Code Minier en collaboration avec M. Verter, ce projet a été examiné par un comité spécial composé de MM Vaes et Desmedt, Verter et Ross.

Au cours des mois juillet-août nous avons eu plusieurs réunions durant lesquelles les points principaux du projet ont été discutés. Après un accord commun sur ces points, la rédaction du texte finale a été confiée à M. Verter.

En l'absence de M. Richard (du 22/7 jusqu'au 22/8) j'ai expédié les affaires courantes de la Section et, en exécution des ordres de M. Richard, j'ai commencé la classification de la correspondance et des dossiers, cela n'ayant pas été fait depuis le début de la section il y a plus de deux ans.

J'ai aussi fait un projet préliminaire de la législation sur les hydrocarbures liquides et gazeux; ce projet a été soumis à M. Vaes pour avis.

Après la rédaction finale du projet du Code Minier, j'ai commencé l'avant-projet d'une réglementation minière, en supplément du Code minier.

Enfin, mon travail a été augmenté de la traduction français-anglais d'un rapport technique par M. Richard, et de l'ouvrage des rapports d'intérêt miniers pour le travail de la section.

Ha Ross.

Vu, le 19/9/63

[Signature]

ORGANISATION DES NATIONS
UNIES AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC, LEOPOLDVILLE

à Monsieur Gilpin
de Monsieur Richard
Mmes -

Je vous joins un deuxième
exemplaire du rapport de Mission
de Monsieur Bonzid

pour transmission à Monsieur
Ahmed si vous le jugez utile.

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'R' or 'B' with a horizontal line through it.

1. Miss Conwell

2. File

- 221



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

RAPPORT DU VOYAGE EFFECTUE EN EUROPE ET EN TUNISIE
DU 28 JUILLET AU 20 AOUT 1963

(M. BOUZID - Expert Géologue O.N.U.C.)

Parti le 28 juillet 1963 au soir pour Bruxelles, conformément à l'ordre de mission de Monsieur le Ministre Alexandre Mahamba, j'arrivai à Bruxelles le lundi 29 juillet.

Je prenais aussitôt contact avec Monsieur le Ministre des Finances, Bamba, que j'accompagnais à la réunion de la délégation congolaise, chargée des négociations du contentieux Belgo-Congolais. Le portefeuille congolais comprenait surtout des actions dans les sociétés minières - j'assistais en qualité de technicien des mines, Monsieur le Ministre des Finances.

Dans la soirée, le Premier Ministre Adoula, accompagné de Messieurs les Ministres Mabika Kalanda et Alexandre Mahamba, regagnait Bruxelles et la délégation congolaise les recevait à l'aérodrome.

Au cours de la journée du mardi 30 juillet, après une nouvelle réunion pour préparer la discussion du contentieux Belgo-Congolais, j'accompagnais dans l'après-midi, Monsieur le Ministre Alexandre Mahamba et son conseiller, Monsieur Roger Richard, au siège de la Sobaki. Au cours d'un entretien avec les dirigeants de cette société (en particulier Herlig de Balzac, Président Directeur Général), le Ministre précisait la procédure à suivre pour l'enregistrement des concessions, et demandait qu'on mette à la disposition de ses services tous les documents miniers. Il les assurait de son appui pour relancer la prospection et l'exploitation sur leur concession.

Rendez-vous était pris pour Mercredi, entre les techniciens de la Sobaki (notamment M. Fourvier, Directeur technique) et les techniciens du Ministère des Mines. Et mercredi 31 juillet les techniciens, Messieurs Roger Richard et Bouzid Mohamed s'entretenaient avec M. Fourvier des problèmes d'extensions de la prospection minière, de l'augmentation de la production, de

l'organisation de l'exploitation agricole de certains flats et des problèmes financiers (taux de devises) qu'il fallait résoudre d'urgence, pour une relance de l'économie minière du Congo.

Le jeudi 1er août 1963, le Ministre Alexandre Mahamba accompagné de ses conseillers techniques visitait l'usine d'Hoboken (U.M.H.K. et Kilo-Moto) raffinant les minerais, d'étain, de cuivre et de plomb; comme sous-produits on y récupère de l'or, du platine, du palladium et des terres rares (germanium - gallium).

Dans la soirée, de retour à Bruxelles, le Ministre et ses conseillers évoquaient avec M. Lalou (C.F.L.) et ses adjoints les problèmes de relance de l'exploitation minière au Congo ainsi que du transport des minerais.

Le vendredi 2 août 1963, le Ministre et ses conseillers partaient pour Paris, répondant à une invitation de Cedimom et de Sofrémines.

Lundi 4 août, dans la matinée, commençait les entretiens avec les dirigeants du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (B.R.G.M.), en particulier avec Messieurs : Buchot (Directeur technique), Beaumont (Directeur général adjoint) et Castagny (adjoint au directeur scientifique). Le Ministre s'informait de l'organisation du Bureau Minier, de ses méthodes de travail et de son éventuelle participation à la prospection minière au Congo, dans le cadre de la convention d'assistance technique Franco-Congolaise.

Après la visite des laboratoires du B.R.G.M., dans l'après-midi nous partions en compagnie d'un représentant de Sofrémines (M. Krivitzki) pour Brest.

La journée du 5 août était consacré à la visite des chantiers de prospections et d'exploitations du gisement d'étain de Saint Renan (Société Comiren), et de l'usine de traitement du minerai. Les installations d'exploitations et les méthodes de prospections très rudimentaires nécessitent une faible immobilisation de capitaux et s'adapteraient parfaitement aux exploitations alluvionnaires au Congo, tant pour les minerais stannifères que pour le diamant et l'or.

Le 6 août, nous visitons les chantiers de construction de l'usine marémotrice de la Rance (300.000 Kw). On se rendait par la suite au groupe expérimental de St Malo ainsi qu'au modèle réduit et à la station d'études des corrosions.

De retour à Paris dans la nuit du 6 au 7 août, nous repartions dans l'après-midi du 7 août pour le Bassin Houiller de Lorraine sur invitation de Sofrémines. Le 8 août nous visitons dans la matinée le siège de la mine et descendions au puits Simon (440 m.), et l'après-midi les usines de Carbochimie (Engrais - matières plastiques...).

Nous regagnions dans la nuit Paris et le 9 août nous rencontrons les dirigeants de la Société Internationale de Formation (INTERFORM), qui se sont spécialisés dans la formation des cadres dans l'entreprise-même où ils sont appelés à travailler, et ceux de la Société Centrale pour l'Equipement du Territoire (S.C.E.T.) où j'ai travaillé pendant trois ans. La section géotechnique s'occupe de dresser des cartes géologiques - d'après photographies aériennes (d'où une très grande rapidité de restitution), et la filiale Sermi s'occupe d'études et de réalisations minières et industrielles. La S.C.E.T. s'occupe en outre d'urbanisme - de travaux publics - d'études économiques - d'études agricoles et de mise en valeur en général.

Le dimanche 10 août 1963, je partai avec Monsieur le Ministre Alexandre Mahamba pour Tunis; Monsieur Roger Richard restait à Paris pour poursuivre les pourparlers avec Sofrémines et les sociétés d'études.

Monsieur le Ministre visitait les ruines de Carthage et rencontrait dans l'après-midi Monsieur Mahmoud Khiari, Président-Directeur général de la Société Nationale Tunisienne de Cellulose et ancien chef des Opérations Civiles de l'O.N.U. au Congo.

Le mardi 12 août, nous rencontrons certains dirigeants du Parti Néo-Destour et en particulier Monsieur Ahmed Tlili, membre du Bureau Politique, qui s'était rendu au Congo en 1960. Ils expliquèrent longuement au Ministre, l'histoire du Parti, son évolution, son organisation, son programme et ses méthodes.

Le mercredi 13 août, nous nous rendions aux locaux de l'Union Générale des Travailleurs de Tunisie (U.G.T.T.) et le Ministre s'entretenait avec les dirigeants syndicalistes de leurs rapports avec le gouvernement et du rôle du syndicat dans la bataille économique. Le Ministre était invité à visiter les coopératives créées par le syndicat. Par la suite, nous avons rencontré Monsieur Abdel Majid Chake, Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et Directeur du Parti; qui s'étendait longuement sur les problèmes de l'eau : prospection, captage et irrigation, barrages. Toutes les études sont concentrées au sein du groupe de l'hydraulique et de l'Equipement Rural (H.E.R.) et comprennent tant les problèmes des eaux souterraines que les eaux de surface. Le bureau de l'inventaire des ressources hydrauliques

(B.I.R.H.) comprend un fichier concernant plusieurs milliers de puits qui sont suivis régulièrement (niveau - salinité) et les jaugeages (en cru et en étiage des principaux oueds notamment pour ceux qu'on envisage de régulariser par barrage. Le groupe H.E.R. passe des conventions avec certaines sociétés pour des travaux bien définis, et profite de l'assistance technique de différents pays (France et Russie notamment).

Une école de sondeuses, dotée d'une sondeuse pouvant forer jusqu'à 300 m. forme les jeunes et participe au programme de forage. Les cours sont essentiellement pratiques.

A la fin de l'entretien, M. Abdel Majid Chaker priait Son Excellence Alexandre Mahamba de bien vouloir retarder son départ prévu pour le vendredi 15 août.

Au cours de la journée du jeudi 14 août, nous avons d'abord un entretien avec M. Ahmed Nouredhine, Secrétaire d'Etat aux Travaux Publics, qui nous exposait l'organisation de son département et son programme. Le Secrétaire d'Etat aux Travaux Publics s'occupe :

- de l'habitat,
- de l'infrastructure, de transport : Routes - Ports -
Aérodrome.
- du transport.

C'est de ce département que relève l'infrastructure du transport, notamment des produits miniers (phosphates).

Par la suite, nous avons un autre entretien avec M. Ahmed Ben Salah, Secrétaire d'Etat au Plan et aux Finances; c'est de son ministère que dépend le service des mines. La prospection et la gestion du portefeuille minier de l'Etat sont depuis peu centralisées à l'Office National des Mines. Cet Office a relancé la prospection minière dans tout le pays, il s'occupe de toutes les ressources minières, sauf le phosphate (qui est réservé à la compagnie SFAX - GAFSA) et le pétrole concédé à d'importantes sociétés pétrolières. Cet office a une autonomie financière et il fut financé au début par des prêts et subventions de l'Etat; à l'avenir une partie des recettes des mines gérée par cet office lui reviendra pour assurer d'une façon continue la prospection. L'office dispose de ses propres techniciens nationaux et étrangers et passe aussi des conventions de prospection ou de travaux avec certaines sociétés (en particulier SERMI, filiale de la S.C.E.T.).

A une question du Ministre Alexandre Mahamba, M. Ahmed ben Salah nous apprenait que pour le contentieux Franco-Tunisien qui vient d'être réglé, la Tunisie a reconnu la dette publique que la France a réglée dans le cadre de l'assistance technique.

Pour ce qui est du Portefeuille, la Tunisie le gère elle-même, et dans certaines sociétés où l'Etat n'avait pas d'actions, il a obtenu par la suite une participation d'au moins 50%.

Enfin, dans la même journée, le Ministre Alexandre Mahamba se rendait à la Direction du Tourisme, où on lui exposait qu'après une période d'études de 3 ans, portant sur l'inventaire des sites, les possibilités hôtelières, l'économie et l'évolution générale du tourisme, on avait entouré la période de l'installation de l'infrastructure hôtelière et de la formation des cadres (surtout en France - Suisse - Allemagne). L'exploitation hôtelière sera laissée au secteur privé.

Le vendredi 15 août, le Ministre Alexandre Mahamba assistait à l'inauguration du Congrès de l'Union Générale des Etudiants de Tunisie au Kef, par M. Bahi Ladgham, Secrétaire d'Etat à la Présidence et à la Défense Nationale, en compagnie de Messieurs les Secréétaires d'Etat Abdel Majid Chaker, Ahmed Nouredine et Ahmed ben Salah.

Le samedi 16 août, son Excellence Alexandre Mahamba visitait le Musée de Carthage et se rendait dans l'après-midi à Bizerte.

Parti le dimanche 17 août pour SFAX, nous visitons le lundi 18 août les coopératives de l'U.G.T.T., en particulier celle de carrelages, transformant les produits de carrière en produits finis pour la construction : (dalles pour trottoirs, carrelages de tous genres); la coopérative de transports avec ses ateliers mécaniques produisant sur place certaines pièces de rechange; enfin les coopératives d'alimentation (Boulangerie, fabrique de pâtes alimentaires).

Nous étions de retour à Tunis le mardi 19 août et prenions le mercredi 20 l'avion pour Léopoldville via Rome.-

*signé en minute par M^r ~~Da~~ouzia
D. C. C.
R. Zehn*

destinataire : M^r Ahmed : pour compte rendu



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

S E C R E T

Le 14 octobre 1963.

à : Habib S. Ahmed, Chef des Opérations Civiles O.N.U.C.
sous couvert de Monsieur A. Gilpin.

de : Roger Richard, Acting Senior Adviser,
Mining and Natural Resources

objet : Mission d'inspection à Bakwanga.

Ma mission prévoyait un départ le lundi 30 septembre à 8 h. du matin par avion spécial affrété par la Miba à l'occasion d'un voyage de Monsieur E. Rudahindwa, Ministre des Terres, Mines et Energie du Gouvernement Central.

Par suite de diverses difficultés de la dernière heure, Monsieur le Ministre des Mines, chargé de l'intérim de la Fonction Publique, ne put quitter ce dernier ministère qu'à 12h.30. Nous n'avons pu décoller qu'à 13h.15 de N'Dolo pour atterrir à 16h.45 (heure de Bakwanga).

La mission comportait outre Monsieur le Ministre des mines : Monsieur S. Ebondo, attaché au cabinet, Monsieur E. Kassanda, Commissaire en chef de la Police Minière.

Vu notre arrivée tardive, aucune séance de travail ne put intervenir avant le mardi matin 10h. entre Monsieur le Ministre des mines du Gouvernement Central et Monsieur le Président du Gouvernement Provincial.

Le mardi matin dès 9 h. nous avons pris contact avec Monsieur l'Administrateur de la Miba, qui nous a piloté de 10 h. à 15 h. sur les exploitations "intérieures" de Bakwanga - vers 15h.15 nous avons rejoint Monsieur le Ministre des mines dans le bureau du Président Ngalula.

Nous n'avons donc assisté qu'à la fin de la discussion qui a eu pour conséquence divers accords sur :

1²) la levée de l'interdiction de sortie des diamants par le Président Ngalula.

./...

- 2°) la répartition des devises et des sommes à provenir de la vente des diamants saisis sur les trafiquants et détenus tant au Conseil Monétaire à Léopoldville qu'au Parquet.
- 3°) et diverses autres questions mineures intéressant l'organisation administrative du bureau local des mines, et le paiement des salaires du personnel de ce bureau, ainsi que quelques questions de délimitation de compétence.

La durée prévue pour notre mission était de 8 jours, nous nous sommes trouvés dans l'impérieuse nécessité de la prolonger de 5 jours, pour les raisons suivantes :

- a) "volume" industriel et financier très important de la Miba.
- b) étendue géographique des exploitations.
- c) répercussions et interférences très complexes entre le problème minier et les divers autres problèmes :

Politiques,
Sociaux,
Démographiques,
Financiers,
Monétaires,
Sanitaires,
de ravitaillement,
d'industrialisation,
de transport,

qui assaillent la province du Sud-Kasaï

- d) organisation très particulière de la Miba, société congolaise, dont le siège social est théoriquement à Bakwanga, mais dont la direction générale, la centralisation comptabilité, la centralisation du bureau d'études et de recherches, sont à Bruxelles; qui ne peut être comparée qu'à celle d'un grand corps dont les membres et l'estomac seraient à Bakwanga alors que le cerveau, le coeur et les poumons seraient à Bruxelles.
- e) une volonté délibérée et les consignes de la direction générale Bruxelles de faire le "black-out" le plus épais possible sur toute espèce de renseignements techniques, financiers, administratifs-financiers, monétaires fiscaux.



./...

- f) une habitude invétérée propre à la plupart des sociétés minières de l'ex-Congo belge de celer le maximum de renseignements et compartimenter au maximum les divers services de la même affaire en exigeant le "secret" à l'état de principe de base dans la société-même, au point que chef de chaque département ne connaît ni son prix de revient global, ni à plus forte raison les détails et l'importance des facteurs conditionnant son prix de revient.

Je puis dire au terme de ce premier "épisode" de ma mission, car je ne la considère pas comme terminée, et d'autres épisodes lui succéderont, que :

- 1^o) d'une part, j'ai noué d'excellente relation avec quelques ingénieurs dont l'Ingénieur en chef de la Miba, et divers ingénieurs ou conseillers de l'Indacom et de la Sorca.
- 2) d'autre part ma mission a évolué sous le signe de la guerre froide sinon glaciale, dont la tactique maîtresse a été : ne fournir strictement que les pièces et renseignements demandés.

Aussi impensable que cela puisse paraître pour un siège social de société, l'administrateur-directeur s'est trouvé dans l'impossibilité de mettre à ma disposition :

- 1^o) La convention initiale de concession.
- 2^o) Les statuts de la mine de Bakwanga.
- 3^o) La convention annuelle avec le Conseil Monétaire.
- 4^o) Les bilans, comptes de profits et pertes, compte exploitation, inventaires, etc.
- 5^o) La documentation usuelle précise sur les prospections réalisées avec teneurs- cube exploitables - réserves globales exploitables - cubages de cubages en-dessous des teneurs limites, etc.
- 6^o) Prix de revient détaillés avec en annexe les teneurs limites d'exploitabilité et de rentabilité.

Une mission d'inspection générale dans une pareille atmosphère est fatigante nerveusement, car en aucun cas l'inspecteur ne doit se départir d'une attitude courtoise mais inquisitrice.

Nous avons donc :

- a) appliqué la méthode des offensives successives sur des secteurs variés en partant de divers angles et auprès des divers chefs de services que nous avons pu contactés.



- b) procédé par recoupement et reconstitution de résultats à partir de données arrachées à l'inattention ou la défaillance épisodique de nos interlocuteurs.

J'ai interrompu ma mission dès que j'ai eu réuni le maximum de données de base me permettant, si toutefois cela intéresse le Gouvernement Central, et s'il est décidé à appuyer mon action, d'établir un rapport complet et exhaustif sur la Miba, sur tous les plans :

Administratif,
Juridique,
Fiscal,
Technique,
Financier,
Monétaire,
Commercial,
Social,
Economique.

J'aurais pu, en menaçant de dresser des procès-verbaux, obtenir, en particulier sur le plan prospection et inventaire des réserves minières, un plus grand nombre de cartes.

J'ai préféré nouer des amitiés avec des chefs de service et ne pas les mettre dans le bain vis-à-vis du Président de la société.

C'est à lui directement que je vais m'adresser pour obtenir les compléments de documents nécessaires.

En annexe des documents énumérés ci-dessus - je joins une courte étude sur "les conséquences sociales et humaines d'une fiscalité exagérée en matière de redevances et taxes minières, en relation avec le relèvement des teneurs limites d'exploitabilité et de rentabilité.

J'espère être assez éloquent pour le convaincre - si je me trompais, il appartiendrait au Ministre des mines du Gouvernement Central et au Président Ngalula de trouver les arguments efficaces pour obtenir le retour aux normes.

Je rends hommage à l'efficacité et à la compétence de l'Etat-major et des cadres de la Miba; ils ont joué et jouent un rôle crucial dans la création et la mise en ordre du Sud-Kasaï, et de plus le résultat concret de leur travail représente un pourcentage important dans les finances, la balance exportatrice et monétaire du pays (10%).



./...

Je comprends leurs craintes et même leurs angoisses, c'est pourquoi j'ai agi et j'agirai encore avec douceur. Il ne convient pas de manipuler de la dynamite administrative et financière en matière des rouages d'une machine industrielle aussi délicate que la Miba.

Des mesures hatives, maladroites et révolutionnaires auraient des répercussions catastrophiques sur le marché mondial du diamant industriel.

Vous voudrez bien trouver ci-inclus :

copie de ma lettre du 10/10/63 à la Miba Bakwanga,
" de mon compte rendu de fin de mission, au Ministre,
" de ma lettre personnelle à M. Gérard Cravatte, Président de la Miba.

Les dites pièces seront complétées d'ici 2 mois d'un rapport détaillé sur la Miba d'environ 200 pages - Ma première inspection sera complétée ultérieurement d'une mission d'un conseiller géologue portant plus spécialement sur la recherche et prospection, puis d'une mission de M. Ross sur les questions d'exploitations minières et préparations.

Je vous signale qu'accessoirement, et dans le cadre des études d'un projet de lutte contre l'exploitation et le trafic clandestin :

- 1^o) j'ai essayé de visiter les chantiers clandestins de Katsha, après avoir hésité le gouvernement provincial a refusé de me fournir le moyen de transport et l'interprète nécessaire à cette visite, il a justifié son refus en arguant du danger qu'il me ferait courir, les clandestins étant armés, grâce à la présence de soldats déserteurs avec emport de leur armement et n'hésitant pas à tirer.
- 2^o) grâce à M. Freremons, j'ai pu prendre contact avec des exploitants d'un chantier clandestin, mais nous avons dû rester à 150 m. de distance du chantier, les deux émissaires m'ayant signifié l'interdiction d'avancer et de photographier. Je n'avais du reste pas attendu leur venue pour utiliser mon téléobjectif.

Devant une tentative d'encercllement par 4 autres clandestins, nous nous sommes repliés rapidement sur le plus proche chantier de la Miba.

J'ai pu établir quelques contacts avec des trafiquants et commerçants dans la région, qui m'ont fourni des renseignements intéressants, consignés dans mon rapport.



./...

- 3^e) Le Ministre provincial des mines m'a conseillé pour une étude précise du trafic de me camoufler en trafiquant, et acheteur de diamant.

Dépourvu d'ordre de mission précis sur ce point, il ne pouvait être question d'adopter cette solution, même avec l'autorisation du Président provincial.

- 4^e) Une panne survenue au petit avion Beechcroft d'Air Brousse ne m'a pas permis de l'affréter pour un survol d'une heure des chantiers clandestins, afin de procéder à une estimation des effectifs et de la production.
- 5^e) Outre mon rapport d'inspection à remettre d'ici deux mois, je ramène les grandes lignes d'un projet d'organisation de lutte contre le trafic clandestin comportant divers moyens d'actions dont l'un de détection des stocks et trafiquants clandestins par "salage de minéraux piégés atomiquement" et détection par geiger portatif enregistreur.

Cette partie du projet exigera des essais à poursuivre en collaboration avec le laboratoire atomique de Lovanium.-



Fichier: KATANGA
Crono 1/1: MINES

VISITE DE L'UNION MINIERE DU HAUT KATANGA

M. Sven Schwartz de l'ONUC a visité du 5^e au 17 juin 1961, les mines et installations suivantes appartenant à l'Union Minière : la mine de cuivre et de zinc Prince Léopold à Kipushi avec son concentrateur, ainsi que la fonderie de cuivre de Lubumbashi près d'Elisabethville, dont l'ensemble fait partie du Groupe Sud d'installations; l'usine de cuivre et de cobalt Shituru à Jadotville, ainsi que les ateliers centraux situés dans cette même ville et la mine de cuivre "Kambove Ouest" avec son concentrateur, faisant partie du groupe central; et enfin les mines de cuivre Musonoi, Kamoto et Ruwe avec leurs concentrateurs de Kolwezi et Ruwe, la nouvelle installation de production de cobalt et cuivre électrolytique de Luilu et celle de zinc électrolytique de Metalkat, faisant partie du groupe ouest.

Lors de ma visite, toutes les installations travaillaient normalement; il en a été de même pendant toute l'année 1960, à l'exception de quelques jours en juillet. La production de cuivre, qui est la plus importante, a atteint 300.000 tonnes en 1960, soit 20.000 tonnes de plus qu'en 1959. Le programme de 1961 prévoit une production de 310.000 tonnes. La Direction compte porter la production annuelle à 350.000 tonnes au moins par accroissements annuels d'environ 10.000 tonnes. L'Union Minière produit 7,5% du tonnage mondial de cuivre. La production de cobalt a été de 3.200 tonnes en 1960 contre 3.400 en 1959. On prévoit que la production de 1961 se maintiendra sensiblement au même niveau. L'Union Minière produit plus de 50% du tonnage mondial de cobalt. Le cobalt se trouve dans la plupart des minerais de cuivre des groupes centre et Ouest. La production de cadmium s'est élevée en 1960 à 209 tonnes contre 99 l'année précédente, et celle de germanium à 25.000Kg contre 14.000 Kg en 1959. L'usine de Kipushi a produit 193.000 tonnes de concentré de zinc en 1960 contre 118.000 tonnes en 1959. Une partie de ces concentrés de zinc a été grillée à Jadotville

./...

pour la fabrication de 114.000 tonnes d'acide sulfurique destinées aux besoins de l'Union Minière. Sur ces concentrés de zinc grillés, 93.000 tonnes ont été traités à Metalkat et ont donné 53.000 tonnes de zinc électrolytique. Le tonnage restant de concentré de zinc a été expédié par cargo en Belgique. L'exploitation de la mine d'uranium de Skinkolobwe a cessé en 1960 du fait de l'épuisement du gisement. Une partie des produits de la Compagnie est vendue directement sur le marché mondial, de même que le zinc et le cuivre électrolytiques, mais d'autres produits, tels que le cuivre blister de Lubumbashi, sont envoyés en Belgique pour y subir un second raffinage aux usines d'Hoboken et d'Oolen. Ce raffinage est exécuté pour le compte de l'Union Minière qui assure la vente des produits. La majeure partie des produits de l'Union Minière est expédiée à Lobito par chemin de fer. Une partie transite par Beira. Du point de vue de devises étrangères, il est à souhaiter que la voie de Matadi via Port Francqui soit ouverte bientôt.

Bien que la production soit demeurée stationnaire ou en légère augmentation, sa structure a subi certains changements. Les gisements extrêmement riches en cuivre et en zinc de Kipushi qui fournissent aussi les matières premières nécessaires à la production de germanium de la Société, commencent à s'appauvrir au fur et à mesure que les galeries d'extraction deviennent plus profondes et l'on prévoit qu'ils seront épuisés dans 10 à 15 ans. Les quantités de minerai extraites jusqu'à présent s'élèvent à 25 millions de tonnes environ et l'on estime qu'actuellement le gisement ne renferme plus que 8 millions de tonnes. L'épuisement de la mine de Kipushi entraînera l'arrêt de la production de minerais de zinc et de germanium. Les mines de cuivre du groupe-sud seront également épuisées, ce qui entraînera l'arrêt de la fonderie de cuivre de Lubumbashi.

L'Union Minière possède cependant une autre source de matières premières pour la production de zinc et de germanium. Il s'agit de l'énorme amas de scorie situé à côté de l'usine de Lubumbashi et dont le tonnage a augmenté d'année en année pour atteindre maintenant 6 à 7 millions de tonnes. On estime qu'il renferme 1 million de tonnes de zinc et 2.000 tonnes de germanium. Les problèmes métallurgiques liés à la récupération de ces métaux sont à l'étude et le programme d'investissements des années 60 prévoit la construction d'une nouvelle fonderie pour l'exploitation de cette scorie.

Pour compenser la baisse de production de cuivre provoquée par l'arrêt de l'usine de Lubumbashi, la Société a intensifié l'exploitation des mines du groupe-ouest, c'est-à-dire aux environs de Kolwezi, et la capacité de leurs usines a été accrue. Dans le cadre de ce programme, la grande usine de production de cuivre et de cobalt électrolytiques de Luilu est entrée en service il y a quelques mois; elle représente un investissement de 2.500 millions de francs. En ce qui concerne le minerai de cuivre, on peut mettre en fait que les réserves connues permettent d'assurer la réalisation du programme de production pendant les trente prochaines années, et les prospections en cours ont révélé l'existence d'autres gisements, situés pour la plupart dans le secteur du groupe-ouest.

Parmi les investissements les plus importants réalisés au cours des années 50, il convient de mentionner l'usine hydroélectrique du Marinel, sur le fleuve Lualaba, qui a coûté 2.250 millions de francs, dont la capacité de production de 280.000 Kw a permis de doubler approximativement la production d'énergie hydraulique de la Société et de mettre en oeuvre la grande usine de raffinage électrolytique de Luilu.

Le programme financier de la Société prévoit pour les prochaines années des investissements s'élevant à un milliard de francs par an. L'examen du compte Profits et Pertes fait apparaître pour ces dernières années un amortissement annuel de 900 millions de francs.

Bien que les productions les plus importantes, et principalement celle de cuivre, aient augmenté de 1959 à 1960, les bénéfices nets ont fortement diminué; ils sont tombés à 2.366 millions de francs, soit une réduction de 34%. Les dividendes sont tombés de 2.200 à 1.500 francs par part sociale entière. Cette diminution est principalement imputable à l'accroissement des coûts de production, d'après le rapport annuel de la Société qui fournit également les renseignements suivants sur la répartition des bénéfices de l'exercice 1960:

"Le produit total de la Société pour l'exercice, c'est-à-dire le dividende net, la redevance statuaire et les divers impôts et taxes, s'est élevé à 4.293.805.578 francs. Sur ce montant, le gouvernement du Congo, le gouvernement du Katanga et l'Etat belge auront perçu au total 2.617.394.879 francs, soit 61%, et les actionnaires privés 1.676.410.699 francs, soit 39%. La part propre de l'Etat belge a été de 88.166.163 francs.

Les parts respectives du gouvernement du Congo et du gouvernement du Katanga ne sont pas précisées, ni du reste ce que l'on entend à ce sujet par "Gouvernement du Congo".

L'Union Minière a cessé le 23 juin 1960 d'être une société congolaise avec son siège à Elisabethville pour devenir une société belge avec son siège à Bruxelles.

Le Conseil a décidé de faire rapport à une ou plusieurs sociétés de droit congolais, existantes ou à créer, des branches d'activité de la société sur le territoire du Congo, et d'avoirs nécessaires à l'exercice de ces activités, y compris les concessions, permis et droits dont elle est titulaire. Un projet faisant suite à cette dernière décision est en cours d'élaboration.

./...

Il m'a été difficile au cours de ma visite de déterminer clairement la situation juridique des mines du Katanga après le 1er juillet 1960.

L'ancienne législation minière applicable au Congo Belge contenait notamment les dispositions suivantes: "Les attributions du conservateur des titres fonciers sont exercées par un agent du Comité Spécial du Katanga. Il en est de même en ce qui concerne les attributions du Service des Mines. Dans les instances judiciaires relatives aux mines, le Comité Spécial du Katanga est substitué à la Colonie." D'après certaines renseignements, ce comité a cessé d'exister et ses attributions ont été transférées à l'Etat, c'est-à-dire à l'Etat du Katanga; selon d'autres renseignements, des négociations seraient en cours à ce sujet entre l'Etat katangais et le Comité. Le gouvernement katangais semble cependant s'être attribué les pouvoirs qui, d'après l'ancienne législation, avaient été conférés au Comité. Il a en effet cédé certains droits de prospection à une Société Sud-Africaine. Il est à présumer qu'au cours des négociations actuelles on discute l'éventualité du versement par l'Etat d'une indemnité pour le transfert des pouvoirs concédants à l'Etat avant l'année 1990, date prévue par la loi. Des prétentions de ce genre ont été émises dans des cas analogues intéressant d'autres provinces du Congo.

La répartition du capital de l'Union Minière est actuellement la suivante:

Etat du Katanga	16,95%
Tanganyika Concessions Ltd	14,47%
Compagnie du Katanga	9,96%
Société Générale de Belgique	4,64%
Divers	53,98%

Total	100 %
-------	-------

./...

Les divers postes sont répartis entre 100.000 actionnaires environ, dont aucun ne représente plus de 0,5% de droit de vote à l'Assemblée générale.

La répartition des droits de vote, indiquée ci-après, est quelque peu différente de celle du capital:

Etat du Katanga	23,82%
Tanganyika Concessions Ltd	30,21%
Compagnie du Katanga	13,40%
Société Générale de Belgique	6,94%
Divers	35,63%

Total	100 %
-------	-------

Le personnel fixe de la Société au Congo s'élevait à la fin de 1960 à 1755 agents du cadre et 19.730 ouvriers. Les agents du cadre comptaient à la même date 86 africains et la politique de la société en matière de personnel consiste à remplacer dans toute la mesure du possible les européens partants par des africains, et à limiter le recrutement des européens aux seuls techniciens très spécialisés.

A cet effet, la Société a mis sur pied un vaste programme de formation et de perfectionnement. On nous a fait observer que les distinctions d'ordre social relatives à la nature des logements, aux clubs, etc., visent à favoriser les cadres vis-à-vis des ouvriers et non les européens vis-à-vis des africains.

Je tiens à souligner, pour terminer ce rapport, que j'ai été reçu avec beaucoup de complaisance. M. Louis Steygers, Ingénieur-Conseil, m'a accompagné au cours de mes visites à Jadotville et Kolwezi.

Je voudrais ajouter à ce rapport essentiellement objectif, un jugement de caractère plus subjectif. La vie économique se poursuit apparemment d'une façon parfaitement régulière dans les secteurs d'ac-

./...

tivité de l'Union Minière. La production se maintient ou augmente. Les programmes d'investissement sont mis en oeuvre. Cependant, une certaine inquiétude règne dans le personnel européen dont une partie est certainement décidée à quitter le pays aux premiers signes de trouble. Il semble donc très important que le remplacement du personnel militaire belge par des officiers d'autres pays soit exécuté de telle sorte qu'aucune difficulté de ce genre ne soit à redouter. Il est inutile de dire que le départ d'une partie importante du personnel belge de l'Union Minière, qui occupe des postes-clé, provoquerait une catastrophe économique qui entraînerait le chômage et les risques de nouveaux troubles.



Sven Schwartz

Léopoldville, le 21 juin 1961

CAHIER DES CHARGES

CAHIER DES CHARGES DE LA CONCESSION DES MINES DE(2)

CHAPITRE 1er.

OBLIGATIONS GENERALES DU CONCESSIONNAIRE

Art. 1er.

La concession des mines de (1) et de (2) telle que le périmètre en est déterminé par le décret du instituant ladite concession, sera régie par le présent cahier des charges, lequel demeurera annexé audit décret.

Le concessionnaire fera élection de domicile à Dans le cas où il voudrait ultérieurement transférer ce domicile dans une autre localité, il sera tenu d'en faire la déclaration à la direction des mines.

Art. 2.

Le concessionnaire (3) sera tenu de se substituer dans un délai d'un an à dater de la publication du décret précité en une société commerciale spéciale ayant pour objet principal l'exploitation de la concession de soit isolément, soit conjointement avec d'autres concessions de même nature. La substitution ne sera valable qu'après avoir été approuvée par le ministre des mines conformément aux dispositions de l'article 305 de la loi sur les mines.

Art. 3.

Sous réserve des dérogations qui pourraient être accordées

....

-
- (1) Indiquer la substance minérale faisant l'objet de la concession.
 - (2) Indiquer le nom de la concession tel qu'il est fixé par la décision ministérielle.
 - (3) Ce paragraphe sera supprimé lorsque la société spéciale qui doit exploiter la concession sera formée avant l'institution de la concession ou lorsque la concession sera accordée à une société préexistante sans obligation de substitution d'une société spéciale.

par le ministre, toute société ayant pour objet principal l'exploitation de cette concession, soit isolément, soit conjointement avec d'autres concessions de même nature, devra être constituée sous le régime de la loi congolaise qui régit les sociétés.

L'exercice social sera compté du 1er janvier au 31 décembre. Le premier exercice comprend la période qui s'écoule entre la date d'institution de la concession et le 31 décembre de la même année.

Si la concession change de mains au cours de l'année, les comptes correspondants s'établissent séparément par les deux concessionnaires successifs.

Art. 4.

En cas de cession ou d'amodiation de la concession de le concessionnaire est tenu d'en informer la direction des mines et de faire connaître les nom, prénoms et domicile de l'acquéreur ou du nouvel exploitant.

Lorsque l'exploitation n'est pas assurée directement par le concessionnaire, l'élection de domicile prévue à l'article premier est obligatoire à la fois pour le concessionnaire et pour l'exploitant.

Art. 5.

Le concessionnaire est tenu de placer des bornes en tous points où le bureau des mines le juge nécessaire pour déterminer le périmètre de la concession. Il est tenu de satisfaire, en outre, aux conditions de l'exploitation au point de vue de la sécurité publique, de la conservation des voies de communication, de celle des sources, de l'usage des sources qui alimentent les agglomérations.

Art. 6.

Le ou les détenteurs ayant la signature sociale et pourvus de pouvoirs nécessaires seront désignés et portés à la connaissance du Bureau des mines.

Le nom du chef de service chargé de la direction technique des travaux sera porté par l'exploitant à la connaissance du Bureau des mines.

Art. 7.

Avant toute ouverture de travaux neufs, l'exploitant doit en informer le Bureau des mines un mois à l'avance en joignant à l'avis qu'il adresse :

....

- a) un plan donnant la situation des travaux neufs par rapport à la surface;
- b) un mémoire indiquant l'objet du travail.

Art. 8.

L'exploitant doit porter à la connaissance des intéressés les règlements et instructions établis d'un commun accord avec l'administration des mines en vue d'assurer la sécurité et l'hygiène du personnel ainsi que la sécurité des installations. Toute personne admise à l'intérieur des installations et bâtiments est tenue de se conformer aux prescriptions des règlements et instructions de l'entreprise ainsi qu'aux instructions qui lui seraient données par le directeur, les ingénieurs et préposés, en vue d'assurer la sécurité des installations et l'hygiène du personnel.

CHAPITRE II

DUREE DE LA CONCESSION - EXPIRATION - RENONCIATION - DECHEANCE

Art. 9.

La durée de la concession est fixée, en vertu des dispositions de l'article 3.07 de la loi sur les mines, à ... ans à dater du 1er janvier qui suivra la publication de la décision ministérielle instituant ladite concession et approuvant le présent cahier des charges.

Art. 10.

Avant le commencement de la troisième année précédant la fin de la concession, à la requête du concessionnaire, le ministre des mines décidera sur avis conforme de la direction des mines s'il y a lieu ou non de renouveler la concession. Sa décision sera notifiée au concessionnaire dans la forme administrative.

Si le concessionnaire n'a pas adressé une demande au ministre avant le commencement de la troisième année précédant la fin de la concession, celle-ci prendra automatiquement fin au terme antérieurement prévu.

Art. 11.

Les terrains, bâtiments, ouvrages, machines, appareils et engins de toute nature qui doivent faire gratuitement retour à l'Etat à la fin de la concession, en vertu des dispositions des articles 3.02 et 3.27 de la loi sur les mines, sont les suivants :

....

- a) les terrains acquis par le concessionnaire pour l'exploitation de la mine ;
- b) les bâtiments, puits, galeries et autres travaux établis à demeure ;
- c) les machines, appareils et engins de toute nature servant à l'exploitation de la concession et représentant un caractère immobilier conformément à l'article 3.02 de la loi sur les mines ;
- d) les installations et matériel servant aux opérations commerciales et industrielles consécutives et accessoires à l'exploitation de la mine qui sont compris dans le calcul du produit net pour la détermination de la redevance proportionnelle.

Art. 12.

En fin de concession, l'Etat aura la faculté de racheter pour son compte ou, le cas échéant, pour le compte du nouveau concessionnaire ou de l'amodiatiaire qu'il désignera :

- a) tout ou partie des matières extraites, approvisionnements et autres objets mobiliers ;
- b) les installations immobilières se rattachant à l'exploitation de la mine mais n'entrant pas dans la catégorie de celles auxquelles s'applique l'article 11 qui précède.

Deux ans au moins avant la fin de la concession, le bureau des mines fera connaître au concessionnaire sur quels éléments l'Etat entend exercer sa faculté de rachat.

A défaut d'entente sur la distinction des immeubles et des meubles, sur l'exercice soit du droit de reprise gratuite, soit de la faculté de rachat ou sur l'élévation de l'actif racheté, il sera procédé comme il est dit à l'article 24 du présent cahier des charges.

Art. 13.

Si le concessionnaire veut renoncer à la totalité ou à une partie de la concession avant l'expiration de la durée, il devra en faire la demande, par lettre recommandée, adressée au ministre qui en accusera réception.

A cette lettre seront joints :

- a) un plan et l'état descriptif des travaux d'exploitation.

S'il s'agit d'une demande en renonciation partielle comportant une modification des limites du périmètre de la concession, cette demande devra être accompagnée, en sus des pièces ci-dessus indiquées :

- b) d'un plan de la concession existante, en triple expédition, à l'échelle de 1/10.000 et portant l'indication des limites du nouveau périmètre sollicité.

Il sera statué sur cette demande comme en matière d'institution de la concession.

S'il s'agit d'une demande en renonciation totale, il sera statué sur la demande lorsque les pièces ci-dessus indiquées auront été fournies. L'administration pourra demander au concessionnaire d'exécuter certains travaux préalablement à l'acceptation de la renonciation. Ces conditions remplies, l'acceptation de la renonciation sera de droit. Elle sera prononcée par une décision du ministre sur avis conforme de la direction des mines et notifiée au concessionnaire en la forme administrative. La renonciation ne produira effet qu'après cette acceptation.

Les droits respectifs de l'Etat et du concessionnaire seront réglés, à l'expiration du terme nouveau résultant de la renonciation, conformément aux dispositions fixées par le présent cahier des charges pour le cas d'expiration normale de la concession.

Art. 14.

Le retrait de la concession ou de l'autorisation d'amodiation pourra être prononcé si la mine est restée inexploitée pendant deux ans consécutifs après mise en demeure non suivie d'effet et si aucune justification valable n'a été fournie par l'intéressé.

Le retrait de la concession ou de l'autorisation d'amodiation pourra être prononcé pour concession insuffisamment exploitée pendant trois ans consécutifs sans motif valable.

Le retrait de la concession ou de l'autorisation d'amodiation pourra également être prononcé pour défaut de paiement pendant deux années consécutives des taxes et redevances dues à l'Etat.

Art. 15.

Outre les cas de déchéance prévus par les lois en vigueur, le retrait de la concession ou de l'autorisation d'amodiation pourra être prononcé si le concessionnaire ou l'amodiataire ne se conforme pas aux prescriptions des décisions prises pour l'application des articles 3.21 à 3.24 de la loi sur les mines ou contrevient aux dispositions du présent cahier des charges.

L'un de ces cas de déchéance survenant, la direction des mines notifiera au concessionnaire une mise en demeure de régulariser sa situation dans un délai qui ne pourra être inférieur à trois mois.

Si le concessionnaire n'a pas régularisé sa situation dans un délai imparti ou n'a pas fourni une justification suffisante de sa situation, sa déchéance pourra être prononcée par le ministre sur avis du conseil supérieur des mines. Lorsque cette décision est devenue définitive, soit par expiration du délai de recours contentieux de deux mois, soit par suite du rejet des recours présentés contre lui, l'arrêté sera transcrit sur les registres de la conservation des hypothèques à la requête de l'administration.

La publication de la décision de déchéance ayant pour effet de transférer à l'Etat la propriété de la concession, il sera fait alors application des dispositions prévues au présent cahier des charges pour le cas d'expiration normale de la concession.

Au cas où les dépenses par lui effectuées auraient augmenté la valeur vénale de la mine, le concessionnaire déchu aura droit à une indemnité. Le chiffre de cette indemnité sera fixé dans l'arrêté prononçant la déchéance.

CHAPITRE III

CLAUSES FINANCIERES

Art. 16.

Le concessionnaire est tenu de verser à l'Etat, conformément aux articles 3.15 et 3.16 de la loi sur les mines :

- a) une redevance fixe : elle est de par hectare de terrain compris dans le périmètre de la concession et par an, payable au mois de janvier pour l'année en cours.
A déduire % des dépenses de prospection et de recherches (art. 3.15 a) de la loi sur les mines).
- b) une redevance proportionnelle : elle est calculée sur le produit net expédié; la redevance est de (1) pour cent du prix de vente du produit ramené sur le carreau mine ou usine de traitement.

....

(1) Ne peut dépasser 15 % du prix de vente du minerai extrait (art. 3.15 b) de la loi sur les mines).

Le prix ne pourra, pour minerais et conditions identiques, être inférieur à celui pratiqué sur le marché mondial, notamment le marché de New York ou Londres, suivant destination, pour la période considérée.

La redevance proportionnelle est payable tous les semestres, en janvier et en juillet pour le semestre écoulé, quelles que soient les conditions de vente.

La redevance proportionnelle et la redevance fixe sont réduites de 50% pour les trois premières années qui suivront le décret d'institution de la concession.

- c) participation aux bénéfices : l'Etat a droit, en sus des impôts et redevances perçus, à une part des bénéfices qui sera calculée comme suit : cette part sera prélevée sur l'excédent du bénéfice par rapport à l'intérêt réservé au concessionnaire, lequel excédent constituera le "bénéfice net".

Art. 17.

Le taux de l'intérêt réservé sera calculé en ajoutant une unité au taux moyen pratiqué pendant la période déterminée dans l'industrie et le commerce et fixé par la Banque nationale du Congo.

L'intérêt réservé sera cumulatif; en conséquence, si le bénéfice lui est inférieur dans certaines années, la différence sera reportée aux années subséquentes, en addition à l'intérêt réservé afférent à ces années, de telle sorte que le bénéfice net à partager n'apparaisse que quand tout l'arriéré aura été comblé sans intérêt de retard.

La part de l'Etat sera de 50% du bénéfice net tel que défini à l'article 16 c) ci-dessus.

Art. 18.

Le capital auquel correspondra l'intérêt réservé et qui servira de base pour le calcul du bénéfice net pour l'application du barème de l'article qui précède comprendra d'une part, le fonds de roulement et d'autre part, la part immobilisée constituée par le montant de toutes les dépenses réellement faites pour l'exploration, la recherche et la découverte du gisement, pour la constitution de la société spéciale prévue à l'article 2 ci-dessus, pour la préparation et l'exploitation de la mine et des industries annexes dont le produit entre en compte dans le calcul de la redevance proportionnelle, diminué des amortissements portés au compte d'exploitation, comme il est dit à l'article 19 ci-après.

....

N'entreront pas en compte, pour la détermination du capital, les dépenses d'établissement relatives aux installations immobilières qui ne doivent pas faire retour à l'Etat à la fin de la concession.

Le capital investi sera arrêté à la clôture de chaque exercice.

Lorsque le compte d'exploitation se soldera par une perte, le montant de cette perte sera considéré comme une dépense d'établissement à porter au compte capital.

Le fonds de roulement sera évalué à forfait, pour chaque année, au tiers des dépenses d'exploitation de l'année.

Pour le fonds de roulement et pour les dépenses d'établissement de chaque année, le taux de l'intérêt réservé à appliquer sera déterminé comme il est dit à l'article 17 ci-dessus premier alinéa. Il sera procédé de même pour calculer la réduction à faire sur l'intérêt réservé, à raison des sommes retranchées du compte d'établissement à la fin de l'année pour amortissement ou pour toute autre cause.

Art. 19.

Le bénéfice d'une année, d'après lequel sera déterminé le bénéfice net, est l'excédent des recettes d'exploitation sur les dépenses d'exploitation et des amortissements.

Entrent en compte pour le calcul des bénéfices toutes les opérations commerciales ou industrielles consécutives et accessoires à l'exploitation de la mine qui sont comprises dans le calcul du produit net pour la détermination de la redevance proportionnelle. Mais les dépenses et produits afférents aux installations immobilières qui font l'objet de l'article 12 b) du présent cahier des charges n'entrent pas en compte pour le calcul du bénéfice.

Les recettes d'exploitation sont constituées par le montant de la vente des produits de la mine et des établissements annexes qui ont été vendus au cours de l'année.

Les dépenses d'exploitation admises en compte chaque année ne comprennent pas le coût des installations portées au compte du capital, comme il est dit à l'article 18 deuxième alinéa ci-dessus; elles comprennent toutes les dépenses qui, en dehors des travaux neufs, sont motivées par l'exploitation de la mine, c'est-à-dire les frais d'exploitation proprement dits et les frais généraux, ces derniers comprenant notamment : les charges administratives, commerciales, fiscales et d'utilité générale.

Si le compte d'exploitation résultant de la différence entre les recettes et les dépenses d'exploitation se solde par un bénéfice, une partie de ce bénéfice d'exploitation sera con-

sacrée à des amortissements à porter en déduction de la partie immobilisée du capital. Ces amortissements seront fixés chaque année par le concessionnaire suivant une proportion fixée par l'administration des mines, un amortissement plus rapide pouvant toutefois être autorisé par décision du ministre.

Pour la dernière année de concession, soit en cas d'expiration normale de la concession, soit en cas de déchéance ou de renonciation du concessionnaire, l'amortissement pourra, sans autorisation spéciale, s'élever jusqu'à la totalité du capital immobilisé et non encore amorti.

Art. 20.

Le concessionnaire sera tenu de présenter à l'Etat les comptes nécessaires au calcul du capital investi et du bénéfice net, pour chaque année, avant le mois de mai de l'année suivante.

Il devra verser, dans le mois qui suivra la présentation de chaque compte, la part revenant à l'Etat telle qu'elle résultera de ce compte. Cette part sera imputée au compte de "Profits et Pertes" de l'exercice.

En cas de retard, les sommes dues porteront intérêt au taux prévu à l'article 17 ci-dessus pour l'année où le paiement aurait dû être effectué.

Art. 21.

Le concessionnaire sera tenu, en outre et à toute époque de l'année, de communiquer à la direction des mines la comptabilité de l'exploitation ainsi que tous documents que celle-ci jugerait nécessaires pour vérifier l'exactitude des comptes en vue de l'application des articles 18 et 19 ci-dessus.

Dans cette vérification, la direction des mines pourra se faire assister de fonctionnaire pris en raison de leur compétence spéciale à l'administration des finances.

Art. 22.

Indépendamment du contrôle prévu à l'article 21 qui précède, le concessionnaire sera tenu de se soumettre à toutes les vérifications auxquelles le ministre des finances jugerait utile de faire procéder.

Art. 23.

Les comptes présentés par le concessionnaire, pour l'application des articles 16 à 22 ci-dessus du présent cahier des charges, seront arrêtés par le ministère des mines (direction des

mines après avis du ministère des finances, sur le rapport d'une commission de vérification des comptes des exploitations minières, instituée par arrêté concerté des deux ministères. Cette commission devra fournir son rapport dans un délai de trois mois à dater de la présentation des comptes par le concessionnaire.

CHAPITRE IV

CONDITIONS PARTICULIERES(1)

Art. 24.

(2)

CHAPITRE V

CLAUSES DIVERSES

ARBITRAGE

Art. 25.

En cas de désaccord entre l'administration et le concessionnaire ou l'amodiatraire sur l'application des articles du présent cahier des charges et des textes pris pour son application, le litige sera soumis à la demande de l'une des parties à l'arbitrage d'une commission composée de trois membres : le premier membre désigné par l'Etat et choisi parmi le personnel de l'adminis-

....

(1) Imposées conformément à l'article 3.08 c) de la loi sur les mines.

(2) Indiquer ici les conditions particulières de la concession qui pourront comprendre notamment :

- l'établissement de filiales ayant pour objet le traitement, le transport, la vente, l'exportation des produits extraits de la mine, la production de la force motrice nécessaire à l'activité de la mine, etc.
- les obligations particulières concernant les personnes détenant le contrôle de la société concessionnaire.

tration des mines, le second membre désigné par le concessionnaire (ou l'amodiataire), le troisième désigné d'un commun accord par les deux premiers ou, à défaut d'entente entre eux, par le Président du Conseil supérieur des mines, à la requête de la partie la plus diligente.

Cette commission statuera en dernier ressort dans un délai de deux mois après sa constitution.

FAIT EN TRIPLE A, le 19....

Pour le Conseil du Gouvernement
provincial de

LE MINISTRE DES MINES

LE CONCESSIONNAIRE